

150

Six lycéens tués par la police  
au cours d'une manifestation  
en Afrique du Sud

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA : Maroc, 1,50 dir. : Tunisie, 100 m. :  
Allemagne, 1 DM : Autriche, 10 sch. : Belgique, 12 fr. :  
Canada, 3 CA : Danemark, 3 kr. : Espagne, 20 pes. :  
Grande-Bretagne, 20 p. : France, 10 fr. : Italie, 100 L. :  
Liban, 125 L. : Luxembourg, 12 fr. : Norvège, 2,75 kr. : Pays-Bas, 1 fl. :  
Portugal, 120 esc. : Suède, 2,25 kr. : Suisse, 1 fr. :  
U.S.A., 65 cts. : Yougoslavie, 10 d. din.  
Tarif des abonnements page 10  
5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 830072  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

### Nouvelles perspectives pour l'outre-mer français ?

Sans doute parce qu'un vent de contestation souffle sur les territoires d'outre-mer, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, se veut rassurant. Comme vendredi 17 septembre, la victoire à l'Assemblée de M. Sanford, chef de file des autonomistes tabitiens, aux dernières élections il a développé deux thèmes, dont l'évocation prêterait à sourire si le malentendu qu'ils risquent de susciter ne constituait une lourde menace à plus ou moins long terme. Selon le secrétaire d'Etat, la réélection du leader autonomiste ne peut pas être interprétée comme ayant un sens politique, alors que M. Sanford s'est clairement déclaré pour l'autonomie interne. Et le fait que, selon M. Stirn, la volonté d'indépendance est pratiquement nulle en Polynésie française démentirait-il d'appliquer une véritable réforme ?

Une fois de plus, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM insiste sur ce qu'il appelle « la volonté des populations de rester dans l'ensemble français » : il rejette la formule de l'autonomie interne, car « elle est l'antichambre de l'indépendance ». Cependant, un élément nouveau apparaît dans la politique gouvernementale : M. Stirn écarte maintenant le principe de la départementalisation pour les territoires français de l'océan Indien, ainsi que pour l'île de Mayotte.

L'abandon du projet de départementalisation — le gouvernement déposera un nouveau statut faisant de Mayotte une « collectivité particulière » — marque-t-il une étape dans l'évolution générale de l'outre-mer français ? Cette décision ne peut que satisfaire ceux qui n'ont cessé de protester contre le fait que le cas des Mayottes, qui avaient voté à 63 % contre l'indépendance de l'archipel des Comores, le 23 décembre 1974, soit dissocié de celui des habitants des trois « îles sœurs » : Anjouan, Mohéli et Grande-Comore.

« La loi française continue de s'appliquer à Mayotte », avait dit catégoriquement M. Stirn après que le 6 juillet 1975, les Comores eurent unilatéralement proclamé leur indépendance. En dépit des résultats des deux référendums, organisés le 8 février et le 11 avril 1976, largement favorables au maintien de l'île dans l'ensemble français, les critiques s'étaient multipliées de toutes parts à l'encontre d'une politique qui menait à l'éclatement de l'archipel.

La réaction des Etats africains progressistes avait été immédiate et la France mise en accusation au cours de plusieurs rencontres internationales en raison de sa politique maharaise : à la conférence islamique d'Istanbul en mai 1976, au « sommet » des chefs d'Etat de l'Organisation de l'unité africaine de Port-Louis en juillet, à la conférence des non-alignés à Colombo, en août. M. de Guiringaud, alors qu'il représentait la France à l'ONU, avait lui-même plaidé contre une sécession très mal reçue dans tous les pays du tiers-monde.

Après l'échec de leur tentative de coup de force contre Mayotte, le 21 novembre dernier, les dirigeants comoriens avaient opté pour la négociation. Ils ont apparemment été entendus, car, en rejetant officiellement le statut départemental pour Mayotte, Paris laisse la porte entrebâillée à un éventuel retour de l'île dans le giron comorien.

Or, aussi longtemps que le gouvernement considérera que les questions économiques et sociales restent plus importantes que les questions politiques, rien ne pourra fondamentalement changer et de graves menaces d'instabilité persisteront sur ce qui est le dernier des anciens empires coloniaux français.

(Lire page 3 l'article de Jean-Marie Colombat.)

## Un silence de trois minutes dans toute la Chine en hommage au président Mao Tse-toung

La lutte contre la « bourgeoisie au sein du parti » doit se poursuivre affirme le premier ministre sur la place de Tien-An-Men

La cérémonie d'hommage au président Mao Tse-toung a eu lieu samedi 18 septembre, à Pékin, sur la place Tien-An-Men, en présence d'un million de personnes. Commencée à 15 heures (10 heures, heure de Paris), elle a duré trente minutes seulement. Elle était présidée par M. Wang Hong-wen, le jeune vice-président du parti.

Après un silence de trois minutes, observé dans la Chine tout entière, M. Hua Kuo-feng, premier ministre, a prononcé l'éloge funèbre de Mao. Représentant les mots d'ordre lancés lors du récent appel du comité central, il a demandé aux Chinois de rester unis, de ne pas se livrer à des complots, insistant sur la nécessité de combattre la « bourgeoisie au sein

du parti » et le « révisionnisme » extérieur. La cérémonie, qui a été retransmise en direct par la radio et la télévision, avait été organisée avec une extrême minutie et un ordre parfait, à l'exception de son déroulement. Vendredi, le régime avait lancé une vive mise en garde pour prévenir toute tentative de troubles. La radio avait rappelé le rôle joué en avril par la milice dans l'écrasement de l'incident contre-révolutionnaire du 5 avril sur la place Tien-An-Men — à l'occasion d'un hommage rendu à Chou En-lai.

On ignore encore quand et où auront lieu les funérailles de Mao, dont la dépouille mortelle a été exposée pendant huit jours dans une salle du palais de l'Assemblée.

### De notre correspondant

d'alignement parfait sur la place elle-même, face à la tribune officielle. Les carrés minutieusement délimités, sur lesquels étaient rangées les délégations portant le bleu de chauffe traditionnel, tranchaient sur ceux qui étaient placés les Pékinois, en chemise blanche. La même rigueur toute militaire apparaissait dans l'ordonnement des groupes, loin

de la place, sur la grande avenue Chang'an. Une immense inscription, qui s'étendait sur près de cent mètres devant le monument aux héros du peuple, portait en caractères géants les mots : « Vivre les commandements du président Mao et soutenir jusqu'au bout la cause de la révolution prolétarienne ».

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 4.)

## M. Barre assortirait les augmentations d'impôts de mesures de moralisation fiscale

Le conseil restreint qui s'est tenu vendredi 17 septembre à l'Elysée n'a pas permis à M. Barre d'arrêter définitivement son plan de lutte contre l'inflation. Certains choix restent toujours ouverts et notamment celui d'un blocage des prix, considéré comme « techniquement impossible mais psychologiquement indispensable ».

M. Barre commentera lui-même, le mercredi 22 septembre, à 20 heures, à la télévision, puis jeudi à 13 heures sur France-Inter, son programme, adopté dans la matinée par le conseil des ministres.

D'après nos informations, la facture sèche (quelque 8 milliards de francs) serait couverte tout à la fois par une majoration

modulée (4 et 8 %) de l'impôt sur le revenu, par une augmentation de 4 % de l'impôt sur les sociétés et par une forte majoration de la vignette automobile. Pour faire accepter ces dispositions et le plan d'assainissement de l'économie, qui s'étendra sur toute l'année 1977 (resserrement du crédit, allouement de la pression fiscale, effort de réajustement des comptes de la Sécurité sociale), M. Barre annoncera certaines mesures de moralisation fiscale : serait supprimée la possibilité de déduire du revenu imposable des « déficits » entraînés par les travaux d'amélioration des immeubles. En revanche, la réduction des abattements spéciaux consentis à soixante-trois professions ne serait pas retenue.

## La curieuse doctrine du consensus

par PAUL FABRA

Entre la politique économique et le ski, il y a ce point commun que, dans les deux cas, les gestes et les actes qu'inspire l'instinct sont les plus propres à provoquer la chute qu'on désire éviter. Le skiur expérimenté aura tendance à se pencher vers la montagne alors que, pour avoir des chances de garder son équilibre, il doit appuyer le poids de son corps du côté du vide. De même, à l'approche du lancement du plan anti-inflationniste, les représentants des divers « interlocuteurs » sociaux, comme on dit désormais en Belgique (de préférence à l'expression « partenaires »), ne sont pas les seuls à recommander la prudence sous le prétexte que la lutte contre le chômage est au moins une priorité aussi grande que la lutte contre l'inflation, comme s'ils ignoraient que la seule façon d'améliorer le plein emploi était d'abord de réduire substantiellement les tensions inflationnistes.

Pour certains on doit, pour combattre le mal, généraliser l'indolence, alors que toutes les rigidités contribuent à perpétuer

l'inflation, ou bien encore — et les deux mesures ne s'excluent pas — diminuer systématiquement la T.V.A. Cette dernière suggestion plait à ceux qui ont l'oreille des syndicats et qui, au fond d'eux-mêmes, pensent, sans toujours le proclamer sur la place publique, que le meilleur moyen serait encore de rétablir, pour une période indéfinie, le contrôle sur l'ensemble de l'économie en bloquant prix et marges, en surveillant plus étroitement encore les opérations de change, en verrouillant le crédit, etc.

Cette contradiction entre les réflexes des agents économiques et les impératifs d'une véritable politique de redressement explique sans doute pourquoi les grandes réformes économiques ont presque toujours été introduites dans des occasions exceptionnelles, lorsque l'opinion publique, comme frappée de stupeur, s'en remet au pouvoir exécutif. C'est ainsi qu'en

France fut adopté, à la fin de l'année 1958, le plan issu du rapport Rueff, qui devait, après quelques mois — voire quelques semaines d'application, — apporter un démenti aux idées reçues de l'époque selon lesquelles la France était un pays « structurellement » déficitaire et le franc voué, en conséquence, à une faiblesse congénitale.

(Lire la suite page 15.)

## TÉLÉVISION ENCYCLOPÉDIQUE

### Histoire et anatomie de la Méditerranée

« Je pense que cette mer, telle qu'on peut la voir et l'aimer, reste le plus grand document qui soit pour la vie passée. » Ainsi parle M. Fernand Braudel, professeur honoraire au Collège de France et co-auteur avec M. Georges Valéry, directeur de l'Ecole française de Rome, d'une série d'émissions diffusées par FR 3 : « Méditerranée ». Deux universitaires qui pendant douze semaines vont entretenir les téléspectateurs de la mer, pas n'importe laquelle : la « mer nostrum », et selon un point de vue : il s'agit pour eux d'une mesure particulière de l'homme. Il sera question de la géographie physique, des routes par lesquelles sont nés les échanges, de l'aube historique (venant de Mésopotamie, nos ancêtres les barbares...), de l'histoire (de Marathon à Suez), la société méditerranéenne sera envisagée à travers ses migrations, à travers les transformations de la cellule familiale, à travers son espace (comment il se divise, comment se répartissent les tâches), et pour cerner l'héritage les auteurs porteront de Rome, du monothéisme, de Venise (commerce, art

de vivre). Etude en coupe d'une région à travers ses structures, cette série consacrée à la Méditerranée pose l'unité du bassin en postulat et s'attache à l'illustrer, même si on y définit l'unité politique sous Rome comme un mirage qui séduira Napoléon, Mussolini. Cette initiative d'« éducation encyclopédique », coproduite par FR 3, Europe 1 et la télévision italienne, succède, après la parenthèse de l'été, aux grandes émissions de vulgarisation « Civilisation » et « America ». Les digressions du Britannique Sir Kenneth Clark sur l'art et sur la société avaient été suivies par quelque 3 % des téléspectateurs. Avec « Méditerranée », M. Maurice Cazeneuve se propose d'atteindre les 5 %.

A cet effet, FR 3, qui ouvrira son antenne, le dimanche en fin d'après-midi, pour présenter des rediffusions « à chaud », inaugure la formule avec « Méditerranée » qui repassera, le 26 septembre à 17 h. 45, sur l'antenne de son premier passage à l'antenne.

(Lire page 8 l'article de Laure Debreuil.)

## AU JOUR LE JOUR

### Un grand civilisé

M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, estime que le gouvernement de son pays doit demeurer « dans des mains civilisées ».

M. Smith a sans doute raison : rien ne vaut des mains civilisées. Il ne devrait cependant pas trop se faire d'illusions. Le civilisé est un animal qu'on trouve rarement à l'état pur. Il y a, par exemple, des gens très distingués qui pourtant touchent des pots-de-vin. Il y a des partisans de l'indépendance de l'homme qui font régner le bonheur à coups de chars et de psychiatries ; il y a des défenseurs du monde libre qui achètent tous ceux qu'ils veulent défendre et qui tuent tous ceux qui ne veulent pas être défendus.

Bref, il y a de tout chez les civilisés. Il y a même des gens instruits comme M. Smith qui croient encore que les Noirs sont des nègres.

BERNARD CHAPUIS.

  
**LE NOUVEAU LONGCHAMP**  
Tribunes panoramiques  
Télévision couleur

RESTAURANT ABBRIEN  
LON. 55-77

Location de places : tél. 286-92-02 et les jours de courses jusqu'à 12 h : 506-21-51

DIMANCHE 19 SEPTEMBRE

« PRIX VERMEILLE »

**150.000 ex.**  
10<sup>e</sup> ÉDITION

**raymond barre**

**ECONOMIE POLITIQUE**

Tome I  
Tome II

**puf**





# EUROPE

## Des dossiers concernant l'affaire Lockheed ont disparu du ministère de la défense

De notre correspondant

Bonn. — Le ministère ouest-allemand de la défense a publié, le vendredi 17 septembre, un texte de dix-sept pages sur les scandales Lockheed, d'où il ressort que, jusqu'à preuve du contraire, aucun homme politique allemand et aucun parti n'ont été impliqués dans une affaire de corruption. Les documents présentés par M. Ernest P. Hauser, ancien représentant de Lockheed en R.F.A., à l'appui de ses accusations « contre M. Franz-Josef Strauss, président de l'Union chrétienne sociale bavaroise, se seraient, « après examen par des experts graphologiques, révélés falsifiés ».

Les reproches faits aux responsables de l'achat des Starfighters-104 à la fin des années 50 n'ont pas été renouvelés. Les critiques de la Cour fédérale des comptes, par exemple, ne sont pas toutes justifiées. Les autres juridictions reprochaient notamment au ministère de la défense d'avoir versé des provisions aux sociétés fournisseuses, comme il était alors d'usage.

Mais le rapport provisoire publié vendredi indique que, lorsque M. Strauss était ministre de la défense, il avait, dans une circulaire, interdit cette pratique.

L'affaire est-elle pour autant classée en ce qui concerne l'Allemagne fédérale ? Certes, pas, car le ministère de la défense reconnaît qu'il existe « certains indices permettant de penser que

des paiements non compris dans les provisions connues jusqu'à maintenant ont été affectés sur des comptes étrangers ». Mais il ajoute que le cas ne pourra seulement être éclairci que quand les autorités allemandes disposeront de tous les documents de la commission américaine Church. A ce propos, M. Erkel, secrétaire d'Etat à la Justice, devait partir ce dimanche pour Washington afin de signer un accord avec le gouvernement des Etats-Unis.

Le plus curieux dans toute cette histoire, c'est que le ministère de la défense reconnaît publiquement, pour la première fois, que les dossiers concernant l'achat de Starfighters ont disparu des archives du ministère. Tous les documents du cabinet ministériel, par exemple, portant sur les années 1956 à 1959 sont introuvables (M. Strauss a été nommé ministre de la défense le 18 octobre 1956). On s'est aperçu de leur disparition pour la première fois en 1963. Ils auraient été détruits lors de l'inondation dans la cave du ministère, soit perdus lors d'un déménagement. Fait plus troublant, ces documents ne sont pas répertoriés dans le catalogue des archives, si bien que le responsable du service anticorruption au ministère de la défense a pu affirmer qu'il ne savait pas si ces documents avaient été détruits ou simplement s'ils avaient jamais existé.

D. V.

## République fédérale d'Allemagne

## Les déclarations de M. Helmut Kohl

(Suite de la première page.)

Par quelles voies ? Je suis même partisan de faire un détour, si ce détour mène au but. Pour ce qui est de la défense, chacun doit savoir que rien ne peut être obtenu en dehors de la coopération avec les Etats-Unis. Je suis partisan d'une étroite coopération avec la France, mais tout le monde sait que sans le « partnership » avec les Etats-Unis c'est insuffisant.

En ce qui concerne l'unité franco-allemande, on ne peut m'en remontrer. Je viens de la frontière franco-allemande. J'ai pendant de longues années dirigé le gouvernement d'un Land qui entretient les plus étroites relations avec la France. Il n'est pas nécessaire de venir de Hambourg pour mettre en valeur l'amitié entre les deux pays. J'ai grandi dans l'univers spirituel latin. Je vis dans un environnement où la culture humaniste est chez elle. Je dirais si quelqu'un comme Helmut Schmidt venait me nommer ministre de la Défense, j'accepterais. Mais je ne pourrais pas oublier que cette amitié est l'œuvre de la C.D.U.-C.S.U. de Konrad Adenauer, et que je suis le successeur de Konrad Adenauer.

Etes-vous pour une politique dure vis-à-vis de la République démocratique allemande ?

C'est une question de vocabulaire. Résolvez-moi le problème de la guerre froide. Je suis pour une politique claire et résolue. On n'en est que mieux res-

pectés, notamment par les gouvernements communistes.

Je suis un partisan convaincu d'une politique raisonnable de détente Est-Ouest. Nous sommes pour le désarmement, mais cela suppose que la détente ne soit pas à sens unique, naturellement mon gouvernement respectera les traités de Moscou et de Varsovie. *Facta sunt servanda*. Ils ont été mal négociés, mais maintenant ils sont là. Ils font partie de notre politique. Les gouvernements communistes doivent toutefois comprendre que nous ne pouvons pas toujours payer sans que l'autre partie ne le fasse. C'est vrai en particulier des relations franco-allemandes. Je suis prêt à tout ce qui est raisonnable pour obtenir plus d'humanité entre les deux parties de l'Allemagne. Mais nous devons comprendre que cette frontière est d'autant plus durement ressentie que l'on y tire toujours.

Les autorités est-allemandes doivent annuler l'ordre de tirer à la frontière. C'est un point central de notre politique.

Les trois alliés occidentaux sont parfois plus prudents que le gouvernement fédéral actuel ; je pense, par exemple, à l'ambassadeur à Berlin-Ouest de l'Office fédéral de l'emploi, qu'ils ont approuvé seulement du bout des lèvres. Ne craignez-vous pas des difficultés avec les alliés, si vous menez une politique plus ferme vis-à-vis de la R.D.A. ?

Absolument pas. Les trois Occidentaux sont nos partenaires. Je connais les dirigeants du camp occidental, et chacun sait à Paris, à Londres et à Washington, que le problème de Berlin n'est pas seulement un problème politique mais aussi émotionnel. Je n'ai aucune crainte.

les électeurs que nous sommes de nouveau quelque chose. C'est une variante nationaliste, Helmut Schmidt le sait très bien. Je suis pour que chacun apprenne des autres, que nous prenions au sérieux nos forces et nos faiblesses, et que nous nous entraînions. Dans les réunions électorales, je recueille de nombreux applaudissements quand je parle des sacrifices nécessaires de la République fédérale en faveur de l'Europe, parce que je suis profondément convaincu que chaque mark constitue un acompte sur notre propre avenir.

L'Europe telle que je la conçois ne doit pas tomber dans une morne uniformité. Dans cette Europe, nous devons rester non seulement Allemands mais Bavarois, Rhénans, ou Badois, ou bien Bretons, Alsaciens ou Parisiens. L'Europe ne sera pas seulement une Europe des patries mais aussi une Europe des régions.

### La R.F.A. est-elle un exemple ?

— La parti social-démocrate a fait du « modèle allemand » son slogan électoral. Pensez-vous que la R.F.A. ait trouvé une forme de stabilité politique, économique et sociale qui puisse servir d'exemple aux autres Etats européens ?

— Tout d'abord, cette référence à un « modèle allemand » est une impertinence. Car cette République fédérale a été construite par les classes et les couches sociales-démocrates ne sont au pouvoir que depuis sept ans. Nous avons gouverné pendant

vingt ans. Tous les groupes y ont participé : les syndicats, les entreprises, les paysans, les ouvriers. C'est une œuvre commune. Nous pouvons en être fiers, mais nous devons prêter attention à ce qu'est notre histoire, d'où nous venons. Je n'emploierai pas cette expression de « modèle », bien que certaines de nos réalisations soient exemplaires, parce qu'elles peuvent entraîner chez nos voisins des réactions psychologiques évitables.

— Au-delà de la fierté justifiée, l'expression vise à persuader

Comment défaisiez-vous le nouveau patriotisme allemand dont vous parlez souvent ?

— Comme allant de soi. Il ne faut pas oublier que pour la première fois la majorité du corps électoral est composée d'une génération née après Hitler, ou qui, comme moi, était enfant sous le III<sup>e</sup> Reich. Et cette nouvelle génération, surtout les jeunes, n'a pas les complexes de ses pères. Elle a le sentiment qu'il ne suffit pas de vivre dans une société de consommation. Nous sommes un pays divisé.

# MENACES SUR L'UTOPIE SUÉDOISE

## III. — Un trop bel héritage

De notre envoyée spéciale  
NICOLE BERNHEIM

Les élections, qui ont lieu le 19 septembre, en Suède, marqueront-elles la fin de quarante-cinq ans de régime social-démocrate ? Malgré ses remarquables réalisations, le parti est en effet de plus en plus vivement contesté dans sa doctrine et aussi dans la personne de son chef. Mais l'opposition, si elle arrive au pouvoir, aura la partie difficile. Dans ses précédents articles (« le Monde » des 17 et 18 septembre), notre envoyée spéciale a présenté les arguments des uns et des autres.

Stockholm. — « Quarante-cinq ans, c'est assez ! » proclament de nombreux Suédois, dont un certain nombre de sociaux-démocrates. Mais si l'opposition arrive au pouvoir, elle aura la partie difficile. En particulier, car le « héritage » est un peu trop beau.

La Suède offre un spectacle à bien des égards exemplaire : pas de luxe affiché à Stockholm comme à Paris, à Londres ou à Rome, mais une aisance paisible. Une population aimable, un mode de vie décontracté. Dans la capitale, d'où les sex-shops ont pratiquement disparu, les écologistes veillent, soucieux, sur le moindre arbre menacé, la plus petite parcelle de pollution. On peut à nouveau se baigner dans le lac Mälaren qui s'étend à travers la ville. La « City », le nouveau centre des affaires, n'est pas une totale réussite esthétique, mais le forum de Sergels Torg, sa grand-

place, connaît une animation quasi permanente, et la maison de la culture qui le borde ne désemplit pas.

La voiture, la stupa (la bicyclette de week-end dans la forêt) plus ou moins rustique, le volier plus ou moins patiné de la vie du Suédois moyen. Les programmes de télévision sont assez lourdement pédales, mais les journaux sont excellents, divers, et d'ailleurs subventionnés par le gouvernement, qui a une tendance, à leurs affaires vont mal.

### Les moyens d'être socialistes

Les trois partis d'opposition « bourgeois » admettent s'ils arrivent au pouvoir, ils ne pourront pas limiter d'une façon ou d'une autre ces avantages sociaux. Il ne sera pas non plus possible d'abolir les impôts sur les gros revenus, bien que tous les Suédois se jugent surpris. La seule différence entre M. Bohman, chef du parti conservateur, et M. Palmé, chef du parti libéral, est que M. Palmé affirme aux gros contribuables qu'il n'aggravera pas le taux de l'impôt progressif, tandis que le second promet le contraire.

Le programme du parti conservateur (dit « droite », en 1973) est d'une prudence modérée : son argument le plus frappant est que « la Suède n'a pas les moyens de traverser la crise ». Il estime que « les dépenses publiques sont un gouffre » et que le « point de travail et l'esprit d'initiative » sont du côté du « libéralisme ». Il est de plus en plus fortement par tous ceux qui vivent en Suède.

Les conservateurs entourent de leur sollicitude les parents qui veulent aller aux études l'éducation de leurs enfants. Ils demandent, pour cela, une réduction de la journée de travail et de la semaine de congés payés. Ils réclament aussi pour les immigrants le droit de « conserver leur culture et leurs coutumes », notamment par des subventions à leurs églises et la multiplication des cours de leur langue d'origine.

Devant les préoccupations sociales du parti le plus à droite de l'échiquier politique suédois, on ne s'étonnera pas que la formation libérale paraisse d'un réformisme hardi.

Le parti libéral, qui avait subi un échec sérieux en 1973, où il avait perdu vingt-quatre voix, compte beaucoup sur sa nouvelle « étoile », M. Per Ahlmark, trente-sept ans, juriste, président à vingt et un ans des jeunes des

libéraux. M. Ahlmark est, dit-on, un « jeune homme à l'esprit ouvert », un talent de polémiste, il fait figure d'intellectuel et de seul adversaire capable de rivaliser avec le socialisme. Dans un pays encore très proche de son passé rural, profondément marqué par le luthéranisme, la concentration des pouvoirs par l'appareil de l'Etat est ressentie comme une atteinte aux libertés individuelles. Les libéraux promettent une plus grande autonomie aux autorités locales, notamment en matière sociale, hospitalière et économique, et s'élèvent contre le regroupement des communes, qui fait, jugent-ils, à un rythme abusif.

Il s'agit de séparer nettement des conservateurs, notamment par leurs positions favorables à la libération du système de la propriété foncière. Les libéraux sont même les seuls, dans ce dernier domaine, à réclamer le vote d'une loi contre l'appropriation de la terre, l'emploi qui, curieusement, n'est pas inscrite dans la nouvelle Constitution suédoise.

Le parti de M. Ahlmark assure qu'il pourrait gouverner sans difficultés avec les centristes. Mais ses électeurs sont trop différents de ceux de M. Fälldin pour que le mariage soit sans orages. Les voix libérales, qui se concentrent surtout à Stockholm, Göteborg et le centre de la province du Norrland, se recrutent dans les professions libérales, l'enseignement et la fonction publique.

Celles de M. Fälldin viennent du milieu rural, des petits commerçants, des « cols blancs » inquiets de la collectivisation du pays et des excès de la société de tolérance.

### L'affaire des centrales nucléaires

Les centristes et les libéraux se rejoignent sur deux points importants : la décentralisation et la protection de l'environnement. Mais leurs conceptions restent divergentes. En fait de décentralisation, les centristes rêvent, plus ou moins consciemment, d'un retour à la Suède de papa, avec de petites communes autonomes, proches des intérêts de leurs administrés, et surtout, bien sûr, de ceux des agriculteurs. Mais la politique centriste de l'environnement va beaucoup plus loin, par certains aspects, que celle des libéraux qui ont fait imprimer leurs affiches électorales sur du papier « recyclé ».

L'affaire des centrales nucléaires. Le meilleur exemple de centristes, c'est leur hostilité inconditionnelle à la construction de nouvelles usines nucléaires. Insensibles aux arguments économiques des sociaux-démocrates qui attendent de ce programme la création de milliers de nouveaux emplois, et la possibilité pour la Suède, de couvrir son expansion économique sans avoir à pâtir de l'augmentation du prix du pétrole. M. Fälldin s'est entêté. « Comme un paysan qui est incapable de voir plus loin que le bout de son champ ! », disent ses détracteurs.

L'affaire des centrales nu-

cléaires » est devenue la question de la campagne électorale. Nombre de voix autorisées, scientifiques notamment, font valoir que M. Fälldin fait purement et simplement de la démagogie. Elles estiment que s'ils arrivent au pouvoir, les centristes ne pourraient pas abandonner la construction des huit centrales qui doivent s'ajouter à celles existantes. Les sociaux-démocrates ont pris la précaution de préciser qu'en 1978 un « arrêt de contrôle » du programme aura lieu, et que, de là, après la consultation électorale de 1979, la Suède ne devra pas augmenter de plus de 2 % par an. Mais la thèse de M. Fälldin fait reculer. Notamment auprès des jeunes encore portés par la vague écologiste.

Une fois de plus, le sort des sociaux-démocrates dépend du vote communiste. Avec un nombre de voix qui varie autour de 5 %, le V.P.K. (parti de gauche) a fait preuve d'une grande sagesse : systématiquement cause commune, au Parlement, avec le parti de M. Palmé.

Les positions du P.C. suédois sont, à bien des égards, surprenantes. Par exemple, il n'est pas

franchement opposé à la construction d'usines nucléaires et souhaite un référendum sur la question. En fait, il est, sur ce sujet comme sur plusieurs autres, profondément divisé. Tandis que son bureau politique, à Stockholm, regarde avec intérêt du côté de l'eurocommunisme, ses sections du Nord sont restées strictement orthodoxes. Elles sont favorables à la construction de nouvelles usines nucléaires pour sauvegarder les emplois et ont joué un rôle important dans les grèves sauvages qui ont paralysé pendant deux mois, en 1970, les mines de fer de Kiruna, et deux mois, les chantiers forestiers, au printemps 1975.

Les communistes redoutent une arrivée au pouvoir des partis « bourgeois » qui les obligent à voter contre le pays vers le Marché commun, voire l'O.T.A.N. M. Ingemar Andersson, rédacteur en chef du périodique *Byggnad* (18 000 exemplaires), rappelle avec amertume que M. Per Ahlmark, lorsqu'il était président des jeunes libéraux, dans les années cinquante, était un partisan enthousiaste de l'entrée de la Suède dans l'alliance atlantique et aussi dans le club nucléaire.

Divisé, harcelé sur sa gauche par divers groupements trotskistes et pro-chinois, le V.P.K. peut difficilement se permettre de décevoir ce qu'il refuse de considérer comme un bloc socialiste. Mais son premier problème consiste à obtenir 4 % des voix obligatoires pour obtenir des sièges au Riksdag.

### Le « socialo-baptême »

la politique suédoise. Mais le 1 % du revenu national — l'un des plus forts pourcentages de toutes les nations développées — attribué à l'aide au tiers-monde n'est remis en cause par personne.

Si la Suède reste à l'abri des affrontements idéologiques qui déchirent les sociétés européennes, c'est sans doute parce que c'est un pays où les moins par sa population ethniquement homogène, et parce que sa révolution industrielle ne date que du début du siècle. Mais c'est surtout parce que, subtilement, profondément ancrée dans la conscience nationale, le souvenir des luttes sociales. Des luttes entamées au milieu du siècle dernier par des organisations baptistes et des ligues anticléricales, sur lesquelles vint se greffer, un peu tard, un socialisme importé d'Angleterre et d'Allemagne. « La plupart des leaders ouvriers du siècle dernier étaient aussi baptistes et membres de sociétés de tempérance », nous raconte un historien du mouvement ouvrier qui craignait, par ailleurs, que le « collectivisme » grandissant ne finisse par éliminer l'humanisme du socialisme suédois.

Plus prosaïquement, un militant d'extrême gauche, sans illusion sur les chances d'un avènement prochain du marxisme pur et dur en Suède, nous disait souhaiter une victoire de la coalition « bourgeois ». « Après quoi, les sociaux-démocrates pourraient revenir au pouvoir, blanchis par trois ans d'opposition, débarrassés de quelques années de compromission et dotés d'une prudence et d'une modestie nouvelles. »

Seulement, en Suède, les gouvernements et les premiers ministres durent beaucoup plus longtemps qu'ailleurs. Et si jamais les partis « bourgeois » s'installaient pour quarante ans au pouvoir ?

F. I. N.

### LE SYSTÈME ÉLECTORAL

Six millions d'électeurs suédois, dont cinq cent mille âgés de dix-huit à vingt-trois ans, vont élire, dimanche 19 septembre, leurs députés au Riksdag (Parlement national), ainsi que leurs conseillers municipaux et provinciaux. Pour les élections nationales, les Suédois ont une particularité : les électeurs sont répartis en quatre collèges électoraux, dont deux sont réservés à ceux qui ont obtenu au moins 4 % des suffrages exprimés.

Pour les élections législatives, trois cent quarante-neuf députés (un de moins qu'en 1973, afin d'éviter la possibilité de votes à un nombre égal de voix) seront élus : les sièges sont attribués toutefois par deux méthodes : trois cent dix sont acquis par suffrage universel direct selon un système proportionnel par scrutin de liste, les trente-neuf sièges restants sont attribués par répartition des restes à l'échelon national à ceux des partis qui ont obtenu au moins 4 % des suffrages exprimés.

M. GUNNAR LANGE, qui fut ministre suédois du Commerce de 1955 à 1968, est décédé vendredi 17 septembre à l'âge de soixante-sept ans des suites d'une longue maladie. M. Lange avait été dans les années 50 l'un des initiateurs de l'A.E.L.E. (Association européenne de libre-échange) dont il fut plusieurs fois le président. Il avait été en 1954 ministre des affaires civiles. Il avait été aussi président de la Fédération suédoise de football de 1953 à 1959. — (A.F.P.)

## A travers le monde

### Côte-d'Ivoire

M. FELIX HOUPHOUËT-BÔIGNY, président de la République de Côte-d'Ivoire, était attendu à Paris dimanche 19 septembre pour un séjour privé. Le chef de l'Etat ivoirien rendra visite à son fils, gravement blessé au début d'août dans un accident de la route, et soigné à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. — (Reuter.)

### Pologne

LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SERONT MAINTENUS « RELATIVEMENT LONGTEMPS » à leur niveau actuel, a annoncé vendredi 17 septembre l'organe officiel du parti communiste polonais, l'hebdomadaire *Polityka*.







# L'HOMMAGE AU PRÉSIDENT MAO TSE-TOUNG

## Un silence de trois minutes dans toute la Chine

(Suite de la première page.)

Les dirigeants avaient pris place sur la tribune spécialement installée contre le mur méridional de la Cité interdite, dans l'ordre même où on les a vus depuis la mort du président. Au centre, MM. Hua Kuo-feng, premier ministre, vice-président du P.C., et Wang Hong-wen, vice-président du parti, flanqués du maréchal Ye Jianying, lui aussi vice-président, et de M. Chiang Chun-chiao, vice-premier ministre. De part et d'autre se tenaient deux femmes : la veuve du président Mao, Mme Chiang Ching, toujours vêtue de noir, et celle de Sun Yat-sen, Mme Soong Ching-ling, soutenue par une jeune fille.

Le spectacle de cette tribune était fascinant. L'heure n'était plus aux pleurs. A 14 h 57, M. Wang Hong-wen et M. Hua Kuo-feng regardèrent leur montre, puis fixèrent à nouveau l'immense foule qui couvrait la place. M. Wang Hong-wen, en sa qualité de vice-président du comité central, présidait — comme il l'avait fait, en janvier, lors des obsèques de Chou En-lai — mais ce n'est qu'après s'être tourné vers M. Hua Kuo-feng pour lui demander son accord qu'il a déclaré ouverte la cérémonie.

Au son d'une marche funèbre jouée par un orchestre de l'armée, tous les dirigeants chinois se sont tournés alors vers un grand portrait de Mao en noir et blanc qui dominait la tribune. Pendant trois minutes, les photographes de la presse chinoise semblaient être les seuls dans tout Pékin à ne pas être figés dans une rigoureuse immobilité.

Il était 15 h 5 quand M. Hua Kuo-feng a pris la parole. Il

parla pendant un peu plus de vingt minutes seulement, de cette voix lourde et lente que les Chinois commencent à bien connaître. Le discours était retransmis à travers le pays tout entier. L'éloge funèbre du président défunt prononcé par le premier ministre n'a guère fait de place au lyrisme, à peine à l'éloquence. Il a suivi pour l'essentiel les grandes lignes du message diffusé il y a dix jours par le comité central du parti pour annoncer la mort de Mao. Pour être M. Hua Kuo-feng s'est développé avec un peu plus de vigueur le thème de la lutte contre « la bourgeoisie au sein du parti » à l'intérieur, et contre le « révisionnisme moderne » à l'extérieur, « au cœur duquel se trouve la clique renégate révisionniste soviétique ». Deux points relient l'attention : la révélation d'abord que le P.C. chinois compte actuellement « plus de trente millions de membres », et ensuite la place particulière réservée au rôle de l'armée, d'ailleurs largement représentée sur la place Tien-An-Men.

Pour l'avenir, le premier ministre a donné des consignes de continuité, reprenant tous les mots d'ordre diffusés ces derniers mois, y compris celui de la critique contre M. Teng Hsiao-ping, rappelant également — mais par d'anciennes citations — les consignes d'unité laissées par le président Mao. Au-delà « des frontières, la solidarité avec le tiers-monde a été soulignée, en même temps que la résolution de poursuivre la lutte contre « l'impérialisme » et « l'hégémonisme des superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis ».

À la fin du discours de M. Hua Kuo-feng, l'orchestre a joué

*L'Ornitho brûle rouge*. La cérémonie a été d'une surprenante brièveté. Il était tout juste 15 h 30 quand M. Wang Hong-wen l'a déclarée terminée.

### Une formidable détente

Dans les rues avoisinantes, la foule était si serrée qu'il ne fut pas question de bouger tout de suite. Dans la plupart des groupes, on a essayé de s'asseoir, mais sans toujours trouver la place pour le faire. Des femmes sanglotaient et quelques personnes, prises de malaise, furent évacuées. Une formidable détente se manifesta néanmoins sous la forme d'un nuage d'insulte qui est monté des milliers de cigarettes simultanément allumées. Dans le reste de la ville, la vie, qui s'était complètement arrêtée, a repris sous toutes ses formes. Des queues se sont formées devant les arrêts d'autobus et des passants filaient sur les trottoirs, désertés par les policiers.

La mise en place de la manifestation a offert le spectacle d'une fantastique organisation. Dès 7 heures et demie, les premiers groupes commencent à converger vers le centre de la ville. De longues files de camions transportaient des soldats ou des membres des milices ouvrières, le plus souvent en chemises blanches, sur lesquelles se détachaient les brassards noirs, ainsi que des contingents en bleu de chauffe venus des usines de la région. Les véhicules ne pénétraient pas dans les quartiers du centre proprement dit. Leurs passagers poursuivaient à pied leur chemin, en rangs par quatre, silencieux sur leurs semelles de caoutchouc.

### Une journée non chômée

La journée n'était pas chômée, et, parallèlement à ce mouvement, le même flot habituel des cyclistes du matin encombrait les rues. Les magasins, dont les portes se sont enrichies de nouvelles décorations funéraires, étaient pour la plupart ouverts. Pour tous ceux qui n'assistent pas à la cérémonie de la place Tien-An-Men, des meetings étaient organisés sur les lieux de travail, autour des postes de télévision ou de radio.

À 9 heures, toutefois, la circulation était totalement interrompue dans le centre : seules les voitures officielles pénétraient jusqu'à la place Tien-An-Men. Les étrangers résidant à l'hôtel Pékino, loin de cette dernière, avaient été prévenus qu'ils ne pourraient plus entrer ni sortir de l'établissement entre 9 et 11 heures.

La place Tien-An-Men elle-même restait vide, exception faite des premiers éléments du service d'ordre et des techniciens de la télévision qui réglaient leurs caméras. Mais les rues avoisinantes étaient déjà noires de monde. Par dizaines de milliers, hommes et femmes civils et militaires s'alignaient sur la chaussée en rangs serrés, tandis que d'autres contingents de manifestants, affluant en cortèges interrompus, venaient les rejoindre. Les soldats étaient, pour la plupart, porteurs de la gourde réglementaire. De nombreux civils s'étaient munis d'un casse-croûte afin de tenir pendant cette longue journée. Cette concentration d'hommes et de femmes était d'autant plus impressionnante qu'à plus de 5 kilomètres de Tien-An-Men la densité des groupes et des cortèges était aussi forte que celle de la place. Tout avait été prévu pour parer au moindre incident. Des postes de secours étaient installés, avec civières et ambulances, des premiers secours de la marine, et des toilettes étaient tendues sur les grandes et nombreuses latrines provisoires mises en place depuis plusieurs jours. Des postes d'eau fonctionnaient tous les 100 mètres. Le plus frappant était sans doute la discipline avec laquelle s'effectuaient ces grandes manœuvres de masses.

ALAIN JACOB.

● L'agence Chine nouvelle a rendu compte jeudi 18 septembre de l'intervention, mardi, du premier ministre français, M. Barre, à l'Institut des hautes études de défense nationale. Sous le titre « Le premier ministre français réaffirme la politique indépendante de défense », l'agence a cité ces propos de M. Barre : « La France n'est pas une puissance de défense, elle est une puissance de paix. La France appartient à l'Europe atlantique, elle appartient à l'Europe méditerranéenne et à l'Europe méditerranéenne. Le premier ministre, indique l'agence, a déclaré que cette politique de défense indépendante est approuvée par la grande majorité de la population. — (A.F.P.)

# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Le P.C.F. s'applique à détendre les relations avec le P.S.

Le parti communiste a réagi avec la plus grande modération aux critiques que lui a adressées M. François Mitterrand dans son discours de l'Unité (le Monde des 17 et 18 septembre). A l'issue d'une conférence de presse, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée

nationale, s'est simplement déclaré « surpris et peiné ». Quant à l'« Humanité » du 18 septembre elle se borne à reproduire, outre les propos du premier secrétaire du P.S., le texte de l'accord du 23 juin entre les trois partis de gauche et l'appréciation que le bureau politique et M. Georges Marchais ont porté sur cette déclaration commune.

### M. Ballanger : la critique de M. Mitterrand nous a surpris et peiné

A l'occasion d'une conférence de presse, vendredi 17 septembre, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a commenté l'article de M. François Mitterrand dans l'Unité, dans lequel le premier secrétaire du P.S. repro-

chait au P.C.F. d'avoir fait passer des affiches dénaturant, selon lui, le sens de l'accord sur les élections municipales intervenu le 23 juin entre les formations signataires du programme commun. M. Ballanger a déclaré : « Sa critique m'a surpris et

### Le Conseil supérieur et l'Union des Français de l'étranger examinent les projets du gouvernement

Deux institutions examineront, à partir du dimanche 19 septembre, à Paris, la situation des Français de l'étranger. L'Assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger, organisation privée, qui siégera dimanche et lundi ; le Conseil supérieur des Français de l'étranger, organisme consultatif officiel, qui se réunira du mardi 21 au vendredi 24 septembre au Quai d'Orsay puis au palais du Luxembourg.

L'Assemblée de l'U.F.E. après un discours du président de l'Union, M. Louis Joxe, débatera de la protection sociale, de la scolarisation, de l'information et de la fiscalité. Le conseil sera ouvert par une allocution de M. Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; il a inscrit à son ordre du jour les affaires sociales, économiques et culturelles.

Le gouvernement de M. Chirac

avait, créé l'an dernier un groupe de travail pour élaborer des « mesures pratiques susceptibles d'améliorer les conditions de vie des Français de l'étranger ». Un certain nombre de ces mesures ont été adoptées par le conseil des ministres du 23 juin (le Monde des 23 et 24 juin) et le conseil a décidé de préparer la « mise à jour » de ces mesures.

Les projets du gouvernement prévoient notamment le maintien du régime français de sécurité sociale pour les salariés temporairement détachés à l'étranger et des possibilités d'assurance volontaire pour les autres des aliénations fiscales, des mesures pour faciliter la scolarisation des enfants, ainsi que des dispositions pour améliorer l'information des expatriés.

### Libres opinions

## Les réprouvés

par JACQUES REITZER (\*)

A partir de dimanche vont se tenir successivement l'Assemblée générale de l'Union des Français de l'étranger (U.F.E.) et la session du conseil supérieur des Français de l'étranger (C.S.F.). Nous assisterons sans doute comme par le passé à une

généreuse distribution de témoignages d'autosatisfaction, d'autant que novembre 1976 le conseil supérieur des Français de l'étranger a chargé de proposer des mesures, après à nous extraire du ghetto dans lequel nous vivons.

En deux jours, l'U.F.E., dont le comité de direction compte plus de la moitié de ses membres résidant en France, et ne comprend aucun coopérant, aura la prétention d'étudier les problèmes auxquels nous sommes confrontés et, dans une série de vœux pieux, de suggérer des solutions.

En quatre jours, devant le C.S.F. quelques rares représentants des coopérants et des salariés pourront faire entendre timidement leurs vœux, car ils ne sont pas du monde des multinationales.

Ce C.S.F. est une institution anachronique, un hochet mis à la disposition de quelques notables chialas pour leur docilité à fabriquer tous les trois ans des sénateurs représentant les Français de l'étranger grâce à un système électoral que les démocrates populistes refusent tout net.

Sait-on qu'un nombre des membres du conseil nommé par le ministre des affaires étrangères aucun ne représente la Fédération de l'éducation nationale, ni le Syndicat général de l'éducation nationale, ni le Conseil national du patronat français, ni la Confédération générale des cadres ? A plus forte raison les autres centrales syndicales en sont exclues.

Le groupe de travail instauré par le premier ministre n'a fait qu'accroître la différence entre Français « de » et « à l'étranger ». En effet, en dehors de la possibilité d'adhérer à nos frais (part salariale et part patronale) à la Sécurité sociale, aucune mesure spécifique n'est venue apporter une faible lueur d'espoir à nos angosses. Pour être compris de l'opinion publique, il convient de préciser.

Un petit Français du Cantal ou de la Corrèze, est assuré de connaître une scolarité en conformité avec la Constitution de la République, tandis que son petit camarade de l'étranger est contraint de payer, à la rentrée, cette année, au Maroc, les frais de scolarité qui augmentent de 50 %. Ce n'est pas encore tout. Mais nous sommes sur la voie des 5 000 francs par an que les « technocrates » ont prévu que nous paierions, en 1983.

En vertu d'une règle, selon laquelle on n'a rien à voir avec l'éducation, on limite, sous prétexte d'économies, à six ans le temps de séjour des maîtres, sans pour autant prévoir les conditions d'accueil des nouveaux. C'est ainsi que cette année nous voyons partir du Maroc des enseignants pour Singapour, pour Mexico, pour Rome, etc. et d'autres arrivant des mêmes horizons, sans qu'ils se soient recueillis en métropole, comme on nous l'a affirmé pour justifier cette mesure aberrante.

Aucune priorité n'est accordée à nos enfants pour l'accès aux cités universitaires. Leurs parents sont des « aventuriers ». Lorsque notre progéniture est appelée à accomplir son service national, nous sommes obligés de lui payer le voyage jusqu'au bureau de recrutement.

Pour les salariés et cadres nés et travaillant toujours dans les ex-colonies et ex-protectorats devenus aujourd'hui pour leur malheur « étrangers », la situation est dramatique. Ces femmes et ces hommes sont ignorés de la législation. Ce sont les descendants de ces Français qui sont allés chercher fortune par-delà les mers et qui sont pour les fonctionnaires du Quai d'Orsay et de la Rue de Rivoli des repus et des nantis. En un mot, ils sont des séquestrés du colonialisme.

Si par malheur ils étaient contraints à un retour précipité en France, ils n'ont aucune garantie de réemploi, aucune garantie de retraite. Mieux : le ministère des affaires étrangères leur assure qu'ils pourront se faire inscrire au chômage et percevoir 12 francs par jour, majorés de 5 francs par enfant à charge. Leurs vieux jours sont assurés.

Quant aux vieux et aux handicapés, s'ils demeurent à l'étranger ils n'ont droit strictement à rien, à moins qu'ils n'acceptent un retour en France pour aller vivre mourir dans un asile.

Enfin la Sécurité sociale, dont bénéficient les travailleurs immigrés et leur famille restée dans leur pays d'origine, nous est refusée, à moins que nous n'acceptions d'en assumer la totalité la charge.

Les Français de l'étranger sont les sujets du roi Ubu. Pour conclure nous dirons comme Albert Camus, ce grand « natif » : « Si l'ordre français devait être celui de la prudence et de la sagesse de cœur, nous serions tentés d'y voir le pire désordre, puisque par indifférence il autoriserait toutes les injustices. » (\*) Ancien délégué élu représentant les Français du Maroc au conseil supérieur des Français de l'étranger.

### M. GISCARD D'ESTAING A L'AMBASSADE DE CHINE

### Le président Mao Tse-toung a ouvert la voie à l'entente franco-chinoise

écrit le chef de l'Etat

M. Giscard d'Estaing s'est rendu, vendredi 17 septembre en fin de matinée, à l'ambassade de Chine à Paris, où il a rendu un dernier hommage au président Mao Tse-toung. Le chef de l'Etat, qui était accompagné par M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, a écrit sur le registre de condoléances, où figurent déjà des milliers de signatures : « Pour le président Mao Tse-toung qui a rendu à la Chine sa dignité et son rang et qui, avec le général de Gaulle, a ouvert la voie à l'entente entre la Chine et la France ».

Le président de la République, accueilli par l'ambassadeur de Chine à Paris, M. Tseng-tao, a gravi, lentement le grand escalier de l'ambassade, puis, silencieux, s'est figé pendant près de cinq minutes devant le cénotaphe drapé de noir dressé dans le hall de l'ambassade. Deux fonctionnaires chinois montraient la garde de chaque côté de cette salle, où le portrait de Mao, éclairé par un

projecteur, se détache sur fond de tenture noire. Une musique funèbre, très basse, se fait entendre. Les visiteurs, qui des dizaines de gerbes de fleurs rouges et blanches ont été déposées par des ambassades de pays socialistes ou par des associations et par des communistes.

M. Giscard d'Estaing, après avoir signé le registre de condoléances, s'est entretenu pendant une dizaine de minutes avec M. Tseng-tao dans une salle contiguë.

De nombreuses personnalités françaises ont signé le registre de condoléances. Après M. Fominevski, l'ambassadeur de l'Union soviétique, le ministre de la Défense, M. Barre, et le ministre de l'Intérieur, M. Anquetin, le ministre de la Santé, M. Poisson, secrétaire d'Etat au budget, Bettencourt, ancien ministre, qui dirigea, en 1964, la première mission gouvernementale, française en Chine, Ceyras, président du Conseil national du patronat français.

### A Paris, l'hommage des Amitiés franco-chinoises

### « Vieil homme, vous pouvez être tranquille »

« Le spiritueliste que je suis, et que Mao respectait, a reconnu en Chine tous les signes de ce qui confère à l'homme une éminente dignité. » C'est le message que M. Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères, a écrit sur le registre de condoléances, où figurent déjà des milliers de signatures : « Pour le président Mao Tse-toung qui a rendu à la Chine sa dignité et son rang et qui, avec le général de Gaulle, a ouvert la voie à l'entente entre la Chine et la France ».

En revanche, M. Manac'h fit l'unité. L'ancien ambassadeur de France à Pékin montra combien l'idée de relations sur un pied d'égalité pouvait être nouvelle pour cette Chine autrefois « esclave de toutes les nations, absente de son destin », aujourd'hui « le pays peut-être le plus indépendant » de la Terre.

Quant à Mme Han Suyin, qui dit avoir reçu des centaines de lettres d'inconnus français, elle fut avouée lorsque elle signala les « soi-disant similitudes » qui existent qu'en deux cas : l'un est que la Chine se désintéresse : il n'en a pas compris que « la continuation de la révolution est la seule façon de faire la révolution », et il a oublié que « la lutte ne s'est jamais apaisée depuis le jour même de sa création en 1921 ». Demain ? — Bien sûr qu'il

aura encore des luttes. Je m'en réjouis, car c'est un signe de vitalité, la certitude que le peuple n'abandonne pas l'approfondissement de la révolution.

Le « grand bond » en avant, la révolution culturelle, ce sont des prétendus désastres que la Chine est aujourd'hui ce qu'elle est — et que son idéal n'est pas de devenir une superpuissance, mais d'aller « à la libération de tous les hommes ». Plus inattendus furent les témoignages de deux visiteurs de la Chine : M. Dheilly, ouvrier et syndicaliste lyonnais, affirma qu'il était là-bas « des millions pour assumer la succession », tandis que M. Pochon, agriculteur breton, dit sa surprise d'avoir trouvé un pays où l'on fait plus confiance au génie paysan et au bon sens qu'à la technocratie, et où le développement ne passe pas par la désertion des campagnes.

Pour l'avenir, la secrétaire générale des A.A.F.C., Mme Marchais, est confiante. Elle s'appuie sur une expérience de plusieurs années d'enseignement en Chine pour reprendre à son compte les conclusions d'une lettre d'étudiants de Pékin signant à Mao peu avant sa mort : « Vieil homme, vous pouvez être tranquille. — J. H.

● Une journée de deuil national a été observée, samedi 18 septembre, en Roumanie, à l'occasion des funérailles de Mao. — (A.F.P.)

### Dans le Val-de-Marne

M. Guy Poussy, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne du P.C.F., s'étonne que nous ayons indiqué dans le Monde du 18 septembre que sa fédération n'a pas rencontré son homologue socialiste « du fait du P.C.F. dit-on du côté socialiste ». Il note : « Il semble impossible que M. Maurice Huguier, secrétaire de la fédération socialiste du Val-de-Marne, ait pu soutenir cette opinion, alors qu'en juillet nous étions convenus que nos deux fédérations se rencontreraient dans les premiers jours d'octobre. C'est à sa demande que la réunion qui devait se tenir le 14 septembre a été repoussée au 21 ».

● M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a déclaré vendredi 17 septembre à TF1, à propos des affiches placardées par le P.C.F. qui ont suscité l'irritation de M. Mitterrand : « Je suis convaincu que les communistes ont conscience d'avoir commis une erreur qui doit être effacée. Dans l'avenir, les rapports entre les partis de gauche connaîtront certes des hauts et des bas, mais ils iront en s'améliorant ».

### M. DOMINATI : il est normal que M. Chirac se rappelle à l'opinion publique.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, interrogé vendredi 17 septembre au micro d'Europe 1 sur la déclaration de M. Jacques Chirac, a estimé : « Quand un homme est actif, dynamique et qu'il veut reconstruire son pays, il est normal qu'il se rappelle à l'opinion publique. Je ne trouve rien de choquant (...). Je ne vois pas une seule phrase, une seule ligne qui puisse donner confusion. Jacques Chirac n'est pas en marge de la majorité présidentielle. C'est une affaire interne à l'U.D.R. Je constate que Jacques Chirac remobilise ses forces (...). Il ne dit pas : « Je vais me situer ailleurs ».

● M. Bernard Loth, président de l'Union des Jeunes pour le progrès (U.J.P.), a déclaré vendredi 17 septembre à l'opinion publique : « Si l'appel au rassemblement lancé par M. Jacques Chirac vise au-delà des querelles des clans et des personnes, à présenter une authentique alternative gaulliste aux Français, aussi bien face à l'indolence socialiste que face à la tendance giscardienne, pour restaurer l'autorité de l'Etat et assurer la réalisation des réformes nécessaires à notre pays, l'U.J.P. (...) ne peut qu'être favorable ».

### LES COLLABORATEURS DE M. GUÉNA

M. Yves Guéna a indiqué au bureau exécutif les modifications qu'il a apportées à l'organisation du secrétariat général de l'U.D.R. Il sera assisté, désormais, de deux secrétaires généraux adjoints (au lieu de quatre). MM. Charles Pasqua, ancien député qui resta chargé de l'animation, et M. Robert Grossmann pour les collectivités locales et l'action socio-professionnelle.

Deux secrétaires généraux adjoints quittent l'équipe de M. Guéna : Mme Hélène Missoffe, députée de Paris, et M. Antoine Rufenacht, nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre. Le secrétaire général de l'U.D.R. comprend d'autre part :

DEUX SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX : M. Guy Sabatier, ancien député, ancien rapporteur général du budget (affaires économiques) et M. Marc Lauriol, député des Yvelines (affaires sociales).

SEPT DÉLÉGUÉS : MM. Emmanuel Aubert, député des Alpes-Maritimes (relations internationales), Alain Aubert (jeunes), Mme Noëlle Devavrin (famille), MM. René Calia, député du Rhône (action ouvrière), Guy Guermeur, député du Finistère (agriculture), Joseph Cornil, ancien ministre (enseignement) et Jacques Cressat, député d'Ille-et-Vilaine (affaires militaires).

19 SEP 1976



## ÉDUCATION

## CARNET

## Pour protester contre l'éviction d'un instituteur

## Six cents professeurs de l'enseignement privé ont fait grève dans le Finistère

De notre correspondant

Brest. — Quelques six cents professeurs de l'enseignement privé se sont mis en grève pour vingt-quatre heures vendredi 17 septembre, à l'appel du syndicat C.F.D.T. de l'enseignement privé du Finistère. Un meeting de protestation a réuni le même jour à Brest, quatre cents personnes. Événement exceptionnel dans ce département considéré comme un fief de l'enseignement catholique.

L'origine du mouvement remonte à la rentrée scolaire. Le samedi 14 septembre, un maître de l'enseignement privé, M. Pierre Jannou, directeur de l'école primaire de Ploudaniel (Finistère-Nord), se voit refuser l'accès de l'école élémentaire du Polgoët, une localité voisine où il avait été affecté. Il est récusé purement et simplement par le directeur de l'établissement et le président de l'A.D.P. (Association d'Enseignement Populaire), gestionnaire de l'école. Le syndicat C.F.D.T. de l'enseignement privé du Finistère prend aussitôt sa défense. Les locaux de la direction diocésaine sont occupés à Quimper. Celle-ci,

dans un communiqué, affirme que M. Jannou n'avait pas été mis en grève, mais avait simplement fait l'objet d'une proposition de nomination.

Mais la C.F.D.T. assure que M. Jannou fait l'objet d'une mesure disciplinaire pour deux raisons : « d'abord pour son action syndicale, ensuite pour avoir écrit un vigoureux pamphlet contre l'enseignement traditionnel » (« l'école, une machine dévorante », aux éditions Gallimard). La congrégation des Frères de Ploudaniel (Morbihan) qui exerce la tutelle des écoles privées dans le canton de l'enseignement recense que l'éviction de M. Jannou repose « sur des divergences sur les options fondamentales de l'enseignement catholique et sur certaines méthodes pédagogiques entraînant un risque permanent de conflit ». En compensation, elle lui offre un poste dans une commune du canton, à Kerlouran. Mais la C.F.D.T. qui veut obtenir l'affectation de M. Jannou au Polgoët, a invité tous les militants de l'enseignement privé du Finistère à observer une journée de grève mardi 21 septembre.

JEAN DE ROSIERE.

## LA FÉDÉRATION CORNEC EST « INFILTRÉE PAR DES COMMUNISTES » affirme l'UNI

Sous le titre « Parents, attention ! », l'Union nationale inter-universitaire (UNI) diffuse actuellement une affiche à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, dans laquelle elle accuse la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), que préside M. Jean Cornec, d'être « infiltrée par des communistes ». L'UNI, qui distribue aussi à la porte de certains établissements scolaires des tracts sur le même thème, a décidé de lancer à l'occasion de la rentrée « une grande campagne d'information » sur les associations de parents d'élèves.

Il est de l'ignorance des enfants, dit-elle, que les familles qui souhaitent s'inscrire à une de ces associations ne fassent « en pleine connaissance de cause ». La F.C.P.E., pour sa part, déclare qu'il s'agit d'une « infatigable campagne de dénigrement » et rappelle « qu'elle a toujours été et demeure indépendante des Eglises et des partis ».

Il est exact que c'est plutôt à la Fédération Cornec qu'adhèrent les parents d'élèves communistes. Certains d'entre eux sont très actifs dans plusieurs associations de la couronne parisienne. Cette situation n'est pas nouvelle. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la décision de ces militants de marquer plus nettement leur opposition à la direction de la F.C.P.E. Celle-ci est soutenue activement par le Syndicat national des instituteurs (SNI), adversaire, au sein de la Fédération de l'éducation nationale, de la tendance « Unité et action », animée par les communistes.

L'UNI ne cache pas que la campagne qu'elle vient de déclencher n'est pas seulement pour but, comme elle le déclare, d'éclairer les parents d'élèves sur le choix d'une association. Ses dirigeants souhaitent que les attaques lancées contre la Fédération Cornec incitent les familles à adhérer à l'une des fédérations concurrentes. — B.-L. G.]

● La préparation à l'agrégation dans les IPES. — Neuf cent quatre-vingt-cinq professeurs des IPES (Institut de préparation au professorat de l'enseignement secondaire) sur quelque trois mille huit cents, vont pouvoir préparer l'agrégation en 1978-1979, indique un arrêté publié au Journal officiel du vendredi 17 septembre : 512 en lettres, 393 en sciences. Sur le total, 256 places sont destinées en principe à des étudiants parisiens (177 « littéraires » et 79 « scientifiques »). En 1976-1977, 944 « ipéens » ont pu préparer l'agrégation. Le nombre d'étudiants recrutés à l'entrée des IPES a été nettement réduit depuis deux ans (le Monde du 30 mai).

● Deux classes mobiles seront ouvertes à Plougnevel (Finistère), lundi 20 septembre, pour accueillir les cinquante-cinq élèves de l'école publique hébergés depuis la rentrée du 15 septembre. Invitant l'existence au village d'une école privée, la municipalité avait opposé à l'ouverture de cette école publique.

● Les vingt-trois salariés de l'Office français pour la jeunesse (O.F.J.) sont en grève, à Montréal, depuis le 10 septembre, pour obtenir une augmentation de salaire. Cette grève a interrompu des voyages d'échange organisés par l'O.F.J. Trois mille étaient prévus en 1976. Cent dix ont déjà été annulés. Une grève de deux mois et demi avait déjà paralysé, au printemps de 1974, la section québécoise de l'Office.

## La suppression de crédits d'heures complémentaires rallume la controverse sur les I.U.T.

La polémique sur les Instituts universitaires de technologie (I.U.T.) semble reprendre. Le secrétaire d'État aux universités a décidé pendant l'été de ne donner de crédits d'heures complémentaires aux établissements que dans la proportion où les enseignants sont assurés par des « professionnels » (ingénieurs, cadres d'entreprise, etc.). Interrogé vendredi 17 septembre à l'Assemblée « Treize-Quintors », sur l'avenir des I.U.T., le ministre, secrétaire d'État aux universités, a répondu que les I.U.T. bénéficient de moyens supérieurs à ceux des autres établissements d'enseignement supérieur. Il a expliqué « de manière que les I.U.T. ne respectent pas les critères nationaux sur lesquels ils étaient fondés. D'après les règles de leur fondation, les I.U.T. devaient faire donner par des professionnels de la profession le tiers des heures d'enseignement, et ne respectent pas ces critères ». Il a ajouté, de réparation, que les I.U.T. ont des surcoûts de fonctionnement, et qu'il faut donc leur donner plus de crédits d'heures complémentaires.

À la même heure, les présidents des conseils d'administration des I.U.T. (cadres ou chefs d'entreprise), qui s'étaient réunis la veille, ont déclaré à la presse : « Nous ne comprenons pas où l'on veut en venir. » Selon eux, la décision de ne pas donner de crédits d'heures complémentaires est une atteinte à la liberté d'enseignement. Ils ont déclaré que les I.U.T. ne sont pas des établissements d'enseignement supérieur, mais des établissements d'enseignement technique. Ils ont déclaré que les I.U.T. ont des surcoûts de fonctionnement, et qu'il faut donc leur donner plus de crédits d'heures complémentaires.

Les présidents souhaitent aussi que les problèmes posés par la suppression de crédits d'heures complémentaires dans les I.U.T. au printemps dernier — suppression qui a été jugée « regrettable » — soient étudiés localement, et que les recteurs aient les pouvoirs nécessaires pour le faire. C'est ce que Mme Saunier-Selb avait annoncé aux présidents dans une lettre du 9 juillet, affirmant : « Or ce n'est pas le cas ».

Les présidents des conseils d'administration des I.U.T. n'ont pas, cependant, dit-ils, « engagé de l'État. Ils ne sont pas hostiles à une suppression de la participation réelle de profes-

## La position des syndicats

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.-sup.), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, qui n'a pas la réserve des présidents, vient d'exprimer sa position. Il a déclaré qu'il ne s'agit pas d'organiser la rentrée, et d'assurer les enseignements sur la base des programmes en vigueur, mais qu'il s'agit de défendre les intérêts des enseignants, et de leur permettre de continuer à travailler dans de bonnes conditions.

Faisant la même analyse que le S.N.E.S.-sup., l'UNEP (ex-Renouveau) a déclaré qu'il ne s'agit pas d'organiser la rentrée, et d'assurer les enseignements sur la base des programmes en vigueur, mais qu'il s'agit de défendre les intérêts des enseignants, et de leur permettre de continuer à travailler dans de bonnes conditions.

## Mariages

M. et Mme Bernard Formery, M. et Mme Robert Boulet, sont heureux d'annoncer le mariage, le 23 août 1976, à Vichy (Creuse), de Marianna FORMERY et

Pierre BOULET, 160 bis, rue de l'Université, 75007, 20, av. du Général-Lectier, 94700, Le Verret, Violezy, 47300.

## Décès

M. et Mme Hubert Adam, MM. Michel Roger, Jean-Pierre Adam, Gérard Adam, Francis Nuret et leur famille, ont le deuil de faire part du décès de M. Henri ADAM, chevalier de la Légion d'honneur, leur père et grand-père, survenu, à Nancy, le 10 septembre 1976.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu à Arches (Vosges) dans la plus stricte intimité, et le présent avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons le décès du professeur Roger LESSORE, médecin de l'hôpital Beaujon, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, survenu à Paris le 18 septembre.

Inté le 28 avril 1910 à Paris, le professeur Roger Lessore a été successivement chef de clinique à la Faculté de médecine de Paris, médecin des hôpitaux de Paris en 1951, et chef de service de pneumologie à l'hôpital Beaujon et professeur à l'U.E.R. médicale de Paris-VII.

Le professeur Lessore avait consacré l'essentiel de son œuvre aux maladies pulmonaires.

Mme Roger Poupon, M. et Mme Gilles et leurs enfants, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur grande peine lors du décès de leur grand-père, M. François RENOUCCI, et regrettent de ne pouvoir répondre à tous les témoignages de sympathie.

Anniversaires — Pour le premier anniversaire de la mort de Frédéric DEMAREST, une messe sera célébrée à 10 heures, le mardi 21 septembre, à 18 h. 15, en l'église Sainte-Odile, 21 avenue, Stéphane - Malherbe, 75017 Paris.

Cérémonies — Mgr J. Badré, évêque de Bayeux et de Lisieux, et Mgr Cuminal, évêque auxiliaire de Besançon, présideront les 25, 26 et 30 septembre et le 1<sup>er</sup> octobre, à Lisieux, les fêtes de Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus.

— Le consistoire israélite de Paris fait savoir que la cérémonie des déportés sera célébrée dimanche 19 septembre, à 10 heures, à la grande synagogue de Paris, 44, rue de la Victoire (9<sup>e</sup>), sous la présidence du grand rabbin de Paris, Meyer Jala.

## Visites et conférences

## DIMANCHE 19 SEPTEMBRE

VISITES ET CONFÉRENCES — Caisse nationale des monuments historiques, 9 h., place de la Concorde, grille des Tuileries. 10 h., 71, boulevard de Saint-Denis : « Les salons du Palais-Royal ». 11 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 12 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 13 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ».

15 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 16 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 17 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 18 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ».

## LUNDI 20 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Caisse nationale des monuments historiques, 11 h., 30, entrée du Grand Palais, avenue de la Grande Armée : « Les salons du Palais-Royal ». 12 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 13 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ». 14 h., 15, rue Saint-Philippe-du-Roule : « Les salons du Palais-Royal ».

Le SCHWEPPE'S Rittler Lemon : avant de l'ouvrir, retournez-le.

## SOCIÉTÉ

## Mlle LEPILLIEUR SUSPEND SA GRÈVE DE LA FAIM

Après dix jours de grève de la faim devant l'ambassade de Roumanie à Paris pour obtenir une autorisation de mariage avec son fiancé roumain, Mlle Lepillieur a suspendu son action, vendredi 17 septembre en fin d'après-midi. C'est à la suite d'un entretien téléphonique avec son fiancé que la jeune psychologue a pris cette décision. « On nous a expliqué, déclare-t-elle, qu'un certain temps était nécessaire aux autorités de Bucarest pour que la décision soit effective. » Mlle Lepillieur accorde une dizaine de jours aux autorités. Elle s'engage à poursuivre sa grève de la faim si, à l'expiration de ce délai, elle n'obtient pas une autorisation accompagnée de la promesse de délivrance d'un passeport pour son fiancé après la célébration du mariage.

En revanche, les cinq Roumains qui observent, eux aussi, une grève de la faim pour obtenir que leurs familles restent en Roumanie jusqu'à la fin de l'été, continuent leur action. Fils par la police de ne pas se montrer devant l'ambassade, ils se sont installés sur le toit du Palais de Chaillot (seizième arrondissement).

## DÉFENSE

Prédiction. — Le commandant Claret, commandant l'escadron de transport Estenal du commandement du transport aérien militaire (COTAM), nous prie de préciser que c'est à bord d'un DC-8 de son escadron que les pilotes de l'Air Youngslaves qui avaient détourné l'avion de la T.W.A. (le Monde du 14 septembre) ont été recapturés aux États-Unis et non à bord d'un DC-8 du G.I.A.M., comme nous l'avons indiqué par erreur. Le groupe de liaisons aériennes militaires ne possède en effet qu'un DC-8 de l'armée de l'air — dont celui qu'utilise le chef de l'état et le premier ministre appartenant à l'escadron Estenal.

## La réorganisation du Centre spatial de Toulouse facilitera la coopération européenne

M. Jean-Claude Husion, ingénieur en chef de l'armement, a été nommé, le mercredi 15 septembre, directeur du Centre spatial de Toulouse (C.S.T.), établissement dépendant du Centre national d'études spatiales (CNES). Cette nomination n'est qu'un des éléments d'une réorganisation profonde du C.S.T. La priorité ayant été donnée, dans le programme spatial français, à la collaboration européenne au sein de l'Agence spatiale européenne (A.S.E.), il convenait d'adapter le C.S.T. à cette nouvelle orientation, et de faciliter l'utilisation par l'A.S.E. des moyens du C.S.T. : centre de calcul de contrôle, de lancement, de suivi au sol et, moyens d'essai. Ces moyens sont regroupés au sein d'une nouvelle direction technique placée sous la responsabilité directe de M. Husion.

La priorité donnée à la coopération au sein de l'A.S.E. et, corrélativement, la stagnation du budget du CNES ont débouché en juin dernier une crise au sein de cet organisme (le Monde du 22 juin 1976), crise caractérisée d'abord par une grève à Toulouse, par la démission du directeur général du CNES, M. Michel Bignier, puis par le remplacement, le 30 juin 1976, du président du CNES, M. Maurice Lévy, par M. Hubert Curien. Le lendemain, M. Yves Siliard était nommé au poste vacant de directeur général. La réorganisation du C.S.T. apparaît comme la conséquence de ces mutations à la tête du CNES.

Dé le 14 juillet 1937 à Ferryville (Congo), M. Jean-Claude Husion est ancien élève de l'école polytechnique, ingénieur en chef de l'armement, et a été responsable du programme de missiles spatiaux. En 1970, il a été nommé chef de la division de planification des programmes spatiaux, et, trois ans plus tard, de la division de planification des programmes spatiaux.

Le 1<sup>er</sup> septembre 1975, il était directeur des systèmes et engins spatiaux à Toulouse.]

## voici ce que vous pouvez lire dans l'éducation

- la seule hebdomadaire de l'admission scolaire et universitaire
- c'est la rentrée : combien coûte-t-elle ?
- dix millions d'élèves...
- une double naissance : CNDP et INRP
- jeux olympiques : la leçon
- et les rubriques habituelles

le numéro 3 F

en vente à la revue, 2 rue Chauveau-Lagarde Paris 8<sup>e</sup> — ou envoi contre 3 F en timbres — abonnement d'un an : 60 F (80 F étranger)

## SCIENCES

Destiné à élaborer une « politique cohérente »

## Un comité de coordination de la recherche scientifique est créé au secrétariat d'État aux universités

Un décret du premier ministre, portant création, au secrétariat d'État aux universités, d'un comité de coordination de la recherche scientifique, est paru au Journal officiel du 18 septembre. Ce comité sera présidé par le secrétaire d'État aux universités,

## L'AGENCE DE VIENNE APPROUVE LES CLAUSES DE SAUVEGARDE PRÉVUES DANS L'ACCORD NUCLÉAIRE ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE DU SUD

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Le conseil des gouvernements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) de Vienne a approuvé, vendredi 17 septembre, à Rio-de-Janeiro, les garanties prévues dans l'accord de coopération signé entre l'Afrique du Sud et la France. Aux termes de cet accord, annoncé le 20 mai dernier (le Monde du 1<sup>er</sup> et du 2 juin 1976), un consortium industriel français livrera deux centrales nucléaires à l'Énergie (Electricity Supply Commission), la règle sud-africaine d'électricité.

Bien que les deux pays ne soient pas signataires du traité de non-prolifération nucléaire, la France et l'Afrique du Sud avaient accepté que les deux centrales et les matières premières qu'elles requièrent soient placées sous le contrôle de l'Agence de Vienne. Les clauses de sauvegarde approuvées vendredi s'appliquent aux installations, aux équipements, au matériel et au transfert de technologie.

Le comité sera « saisi des questions de principe concernant l'orientation générale de la recherche scientifique au sein du secrétariat d'État aux universités et des organismes qui en relèvent ». Il sera notamment appelé, précise le décret, « à susciter la mise en œuvre d'une politique de recherche scientifique cohérente et coordonnée du C.N.R.S. et des autres établissements relevant du secrétariat d'État aux universités ».

[La mise sur pied de ce comité intervient après celle, réalisée le 31 juillet dernier (le Monde) à 10 h. 30, d'une « mission de la recherche », créée par l'élargissement de la direction des enseignements supérieurs et de la recherche, et confiée à M. François-Jean Desnès, directeur de l'Observatoire de Paris et membre de l'Institut. Elle reflète le désir du gouvernement, exprimé dès novembre 1975 par M. Jean-Pierre Solon, alors secrétaire d'État aux universités, que les programmes de recherches dépendant du secrétariat d'État soient élaborés de manière plus systématique (le Monde) du 6 novembre 1975). De ce département dépendent, en effet, le C.N.R.S. et tous les laboratoires de l'enseignement supérieur, soit près de cent mille personnes bénéficiant, en 1975, de 4 milliards de francs de crédits. Si la préparation des programmes du C.N.R.S. est coordonnée au niveau national, celle des programmes des universités ne l'est guère jusqu'à présent.]



## Aucun des inculpés n'a participé à l'attaque du Boeing d'Air France affirment les avocats des personnes écrouées

## SPORTS

## UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ

**Le speaker, qui est resté impassible dans sa tour de verre, annonce pour le lendemain des participants aussi prestigieux que ceux qui ne sont pas venus le jour même. Et les « cochons de payants », faute de trouver un autre bouc émissaire, s'en prennent aux journalistes, coupables d'avoir cru comme eux qu'un cadavre pouvait bouger encore.**

## Pour abus de biens sociaux

**Écritures truquées**

● **M. Stienne, maître de Courchelettes**, un bourg de deux mille habitants proche de Douai, dans le Nord, vient de déposer une plainte devant le procureur de la République contre la société Prochim, dont l'usine de produits chimiques, qui emploie plus de deux cent cinquante personnes, a

## Le vieil homme assassin

du bruit qu'il faisait. Les hommes échangeaient tra-

**FRANCIS COR**

**FAITS D'ACTUALITÉ**

ant tue M. Ricard et pour  
e son esprit une honte  
able ». Arrêtée pour un

**RÈGLEMENT**

**Le dernier rival de**

faiteurs appelés tantôt « liens » tantôt « lyonnais », que les chefs de cette bande, l'essentiel de leurs troupes a Parisiens. Marcel Gauthier en compagnie de Jean-Claude Vella — assassiné lui aussi le 15 septembre 1975, à l'âge de trente-sept ans, — repris le commandement de ce « gang des liens » après la disparition de son ancien chef, Roger Baccy.

## Rhône-Alpes

De notre correspondant régional

Au cours de la conférence de presse, les représentants du personnel ont estimé que le ministère de l'équipement ne pouvait

## QUALITE DE LA VIE

## RS UN COMMANDO DÉROBE

DES DOCUMENTS

DANS LES LOCAUX  
DE LA PROTECTION CIVILE

**COMPTES A NICE**

## res Zemmour est tué

**acconnus** Une vingtaine de personnes, qui pour la plupart avaient déjà ma-

sa maîtresse. l'enquête officielle

La rivalité entre les Zemmour

et les « Siciliens » a déjà fait trente et une victimes. Sous un Super-Phénix, se sont introduites ce samedi matin, vers 11 h. 30,

Cette action de commando, qui

lans la région parisienne. L'un des épisodes les plus marquants

de cette guerre fut la fusillade  
bar le Thélème, le 28 février

1975, au cours de laquelle les policiers de la brigade de recherches et d'intervention s'emparer de plusieurs documents dont, notamment, un plan dit

mystérieusement avertis d'une prétendue « explication » entre

es deux gangs ennemis — se  
neurterent aux frères Zemmour,

uant l'un d'eux mais blessant  
aussi deux avocats.

## La présence d'explosifs dans les bagages de Marcel Gauthier

ors de son assassinat intrigue les policiers. Il est peu probable qu'il ait participé aux attentats en

FIN DES AUTOBUS A IMPERIALE. — Les autobus à impériale...

participa occasionnellement à des entreprises à caractère politique.

omme son ancien chef, Roger Sacry, qui fut membre du Ser-

situées sur leur passage.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

1

21

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26







## RADIO-TELEVISION

DES ÉMETTEURS INSOLITES

## Les solitaires des Cévennes

**P**LUS rien. Une petite musique. Puis la voix lointaine d'un technicien : « Le camion s'est renversé... le vent... ». Autour de la grande table, dans une ferme du coussin Méjean, on se regarde. Vite, la maltrèsse de maison apporte les verres, sert le vin et les gâteaux secs. Et tout le monde se met à parler en même temps. Suppositions, commentaires.

Ce soir-là, sur le mont Aigoual, une rafale violente a déplacé le camion de la radio, la longue antenne s'est brisée. Mais, à la caserne de Florac, on écoute France-Culture. Ce soir-là, les habitants du Méjean parlent en direct avec le groupe réuni au col du Pompidou. Au cours de ce duplex, on devait analyser en quoi la région des Cévennes se différencie de l'ensemble des Cévennes. Et malgré la rupture de la liaison haute fidélité, l'émotion a continué, grâce au téléphone. A l'asséparation des Cévennes face aux touristes, les Caussenards ont répondu : « Nous ne voulons rien, à condition de les maîtriser : pour cela, il faut prévoir. Nous pratiquons l'accueil à la ferme (...). Nous voulons bien d'un tourisme intelligent... ». Ils ont dit encore : « Vous devriez faire comme nous, des fusions de communes... », ou bien : « Chez nous, il y a une association pour les personnes âgées... ». Un jeune agriculteur a rétorqué : « Je ne pense pas du tout à quitter l'exploitation, la m'organiser avec d'autres. On travaille ensemble. On a des distractions... ».

A Florac, dans le studio provisoire aménagé dans une école, François Billeloux, rassuré au sujet du camion, se réjouit après l'aventure : « Tant pis pour la mauvaise qualité du son, c'était extraordinaire, le dialogue entre l'optimisme et le pessimisme, entre la volonté de dominer les choses et l'humilité. C'était vraiment bien de les mettre en communication... ».

A propos de la communication, François Billeloux a, comme il l'affirme, « des obsessions ». Cette semaine de radio en Cévennes, dit-il, a été une opération réelle avec des aspects fantasmagoriques. J'en sais tous les détails en sachant qu'on ne pouvait pas faire autrement. (Le Monde date 12-13 septembre.) Si le responsable de l'opération n'en mesure pas encore les répercussions, il a déjà entendu les diverses critiques faites sur place et tenté d'y répondre. « Evidemment, il aurait été préférable de venir en hiver, saison dure dans ce pays, et non juste après les vacances. Mais il était plus facile de bouleverser les habitudes de France-Culture au moment de la rentrée. Déjà, il a été malaisé de trouver en septembre des producteurs qui acceptent de venir travailler ici. Le mauvais temps, la neige, auraient multiplié les difficultés techniques (il fallait bien installer un émetteur provisoire puisque cette région ne recevait pas la modulation de fréquence). Et puis, ajoute François Billeloux, dans quelques mois on serait tombé dans la campagne des municipalités. Déjà, nous nous sommes affrontés ici à ceux qui ne pensent qu'en termes de radio locale. Notre rôle n'était pas de donner satisfaction à des insatisfactions. La radio est bien un instrument politique, mais nous ne pourrions pas le faire, car elle est trop petite, trop locale, trop attachée à son territoire. Elle ne peut pas être un instrument d'investigation. Les programmes sont trop importants que tout ce qui se passe avant, puis après... ».

On a entendu le berge, le menuisier, l'apiculteur, le vicaire, la vieille, l'enfant... Et voilà que sur la chaîne nationale, on disait le pourquoi, le comment des choses, et qu'on le disait avec l'accent. Il n'y avait pas un discours sur les gens et leurs problèmes. Il y avait simplement leur voix. Et toutes ces voix ont raconté, autrement. Mais savait-il, ce vieux berge sombre, qu'il s'adressait aux auditeurs de la France entière ? Les personnes interrogées ne réalisent peut-être pas toujours qu'elles sont les émetteurs, ils s'expriment naturellement, oubliant très vite le micro, rendus à elles-mêmes. « Il faut multiplier les relations, dit François Billeloux, toujours ouvrir, ouvrir du local au régional, au national, à l'international. Faire savoir aux gens qu'ils ne sont pas seuls. La radio, ce service public, devrait être une mécanique qui fonctionne dans les deux sens. L'information n'est pas le grand déballeage vertical qui vient d'en haut. L'avenir de la radio correspond à un avenir social, elle peut être un instrument d'investigation. Les programmes sont trop importants que tout ce qui se passe avant, puis après... ».

## Tout ce qui se passe avant... puis après

Dans les Cévennes, que se passera-t-il après ? Radio-Solitude, cette énorme enquête menée, peut-être un peu rapidement, par des producteurs parisiens, servait-elle aux habitants de cette contrée au vol de l'été ? L'information ? « Nous sommes venus là pour réaliser le rêve de François Billeloux, dit un de ces professionnels, nous avons travaillé autrement, en dehors de l'habitude... ».

Dans la dernière émission, Pierre Schaeffer s'est demandé si cette bonne action n'était pas une mauvaise : « Les riches ont toujours envie du pain des pauvres. Ceux-ci trouvent pas la bouche pour ne rien dire. Il s'agit de savoir si la parole doit sortir du silence ou du bruit... ».

MATHILDE LA BARDONNIE.

## La station pirate d'un mélomane bordelais

**L**A direction régionale de T.D.F. à Toulouse a porté plainte, il y a une dizaine de jours, auprès du parquet de Bordeaux contre une station de radio pirate, qui émettait des programmes de musique continue à destination de Bordeaux et de sa banlieue. Cette station opère depuis deux ans environ et émet sur 23 mégacycles, juste à la limite de la bande réservée à la modulation de fréquence. Ce choix présente un double avantage : d'abord les amateurs de la modulation de fréquence tombent par hasard sur les émissions et s'y disent si le programme leur plaît. Ensuite, « personnel », et surtout pas la D.S.T., ne peut penser que quelqu'un se fâche pour cette fréquence, que quelqu'un serait assez fou pour user cela. C'est vrai que Michel X., trente-trois ans, le responsable de cette radio pirate, explique la survie quasi miraculeuse de ses émissions. Et aussi le fait qu'il ne se soit jamais laissé aller à exploiter commercialement ce filon. Il se défend même d'avoir voulu faire une radio pirate. « Qu'est-ce que c'est que ce grand mot de radio pirate ? Je ne suis pas un pirate. J'adore la musique et les bons disques. J'essaie d'en faire profiter tout le monde... ».

Michel a deux passions : l'électronique et la musique. Un émetteur de 10 watts, un matériel dérisoire, lui ont permis d'en faire profiter les autres. Avec un copain, il enregistre des bandes. « De la musique pop, pas de classique, pas de la chansonnette ou des mauvais disques comme à F.B. » (l'équivalent bordelais de France-Inter Paris).

Uniquement de la musique, pas d'intervention à l'antenne, sauf, quelquefois pour annoncer un disque. Pas d'heures régulières pour les émissions. « J'ai un travail. Je fais marcher le truc quand je suis là et quand j'en ai envie. » Le « truc » a marché pendant

deux ans presque tous les jours, à n'importe quelle heure. Le mardi 31 août, vers minuit, « pour s'amuser », Michel a donné son numéro de téléphone à l'antenne de France-Culture. De quoi donner Michel ? Il est lui-même, dit-il, son téléphone a sonné, jusqu'à vers 3 heures du matin. Des gens de tous âges et de toutes professions.

Michel se dit dépassé par l'ampleur de son succès. Il n'a pas voulu ça. « On se dit tout d'abord, il y a trop de monde qui nous écoute... ».

On dit à Bordeaux que deux camions géométriques sont partis de Paris pour repérer son émetteur. De quoi étonner Michel : « Nous sommes tellement faciles à trouver ! Il suffit d'un transistor légèrement bricolé pour y réussir. Les auditeurs y sont bien parvenus... ».

La radio de Michel devrait donc bientôt se taire. Il le sait et déclare que, de toute façon, il n'est pas sûr de continuer. Il n'a rien à dire. Ce qu'il a fait est de la publicité gratuite. Les P.T.T. ? Lui, le bricoleur, il ne connaît pas. La D.S.T. ? C'est trop sérieux pour lui. De toute façon il ne fait pas de politique. Il passe de la musique.

Et T.D.F. ? Michel ne sait pas trop ce que c'est. D'ailleurs, le « monopole » c'est un trop grand mot. Il n'a rien à répondre à ceux qui disent qu'il s'adresse à une clientèle de jeunes et qu'il pourrait en profiter s'il avait un mot d'ordre à donner. Il sait seulement qu'il a trouvé un créneau.

La musique dispensée par la modulation de fréquence n'est pas du goût de tout le monde. Les périphériques sont très chers dans des conditions techniques déplorables. Lui, il passe « sa » musique et il essaie d'en faire profiter les autres. « Un jour ou l'autre on devra s'arrêter. Mais on se sera bien amusé... ».

PIERRE CHERRUAU.

## A la recherche des cultures originales

## HISTOIRE ET ANATOMIE DU BASSIN MÉDITERRANÉEN

**U**N mer bleue, presque violette. Cela a beau être la fin des vacances, elle ne suscite pas seulement de la nostalgie, cette mer-là : la Méditerranée. Un mot, un nom évocateur s'il en est dans notre géographie et aussi sans doute dans notre mémoire collective, dans nos mythes, dans nos légendes, dans notre histoire. On le dit, on l'a dit, la Méditerranée est le berceau de notre civilisation. Ferdinand Braudel et Georges Vallet se sont attachés à donner un contenu à cette phrase toute faite. Donnez émissions (que diffuse FR3) capent le reflet de ce miroir où se projettent les images de tant de peuples et d'autant de nations.

Il s'agit de montrer qu'une véritable unité existe. Unité géographique d'abord : étroite fracture de l'écorce terrestre, elle n'est pas une mer mais un complexe de mers, où émergent des îles, sur ses bords, des reliefs abrupts, et les climats sont fortement contrastés. Voici une première clef : cette rudesse géographique et climatique est cause de la fragmentation des peuples et de l'accentuation de leurs particularismes. C'est donc par la mer que l'unité existe puisqu'elle est l'aboutissement des grandes routes commerciales comme celle du blé, de la soie ou du sel, et de ce fait, elle est la voie royale des communications et des échanges. Il y a dans cette évocation un grand nombre de paysages et de situations qui permettent de restituer l'histoire dans le lieu même où elle s'est faite. Mais, à ce point de la description, la Méditerranée est déjà active, vivante, organisée. Comment en est-on arrivé là ?

La troisième émission rappelle que c'est de l'est qu'est venue la civilisation, en particulier de la Mésopotamie ; sa population, essaimée jusqu'en Égypte, a eu une influence décisive. Un temps d'humilité : nous ne sommes que les héritiers d'hommes dénommés plus tard des Barbares.

Après avoir dit de quel est fait le berceau, d'où viennent les

matériaux voyons comment ils s'enchevêtrent. C'est une histoire à répétitions où reviennent les mêmes mots (batailles, suprématie, détroits, comptoirs) à propos des mêmes axes : est-ouest ou nord-sud selon les époques. Avec les guerres, on doit évoquer aussi le phénomène des migrations. Les grands mouvements des populations venues du fond de l'Asie, du centre de l'Europe ou de la péninsule Arabique ont contribué à l'essor des nations non seulement par l'apport de leurs coutumes et de leur technologie mais par le fait même de la densité démographique que leur déplacement a produite : un peuple nombreux est poussé à s'organiser du point de vue plus sophistiqué pour se répartir les tâches et les richesses.

Après ces grands transferts, l'histoire des migrations méditerranéennes est plutôt celle des déplacements de petites communautés qui veulent échapper à des conditions politiques ou économiques défavorables. Une des caractéristiques de ces expatriés est la force avec laquelle ils conservent les traditions du pays d'origine. Cela est vrai au présent, comme en témoignent les migrations grecque ou italienne aux États-Unis, turque en Allemagne, algérienne ou marocaine en France. Car il n'y a pas une unité de race autour de la Méditerranée, mais un brassage dont celle-ci tire sa richesse et sa diversité.

## Le berceau et la civilisation

Le berceau s'est fait devant nous, mais la civilisation, comment peut-on la définir ? Par l'organisation humaine en premier lieu, le patriarcat, fondée sur les structures agraires, autour de la culture du blé, de la vigne et de l'olivier. Ce mariage grec auquel on nous fait participer, avant tout contrat entre deux familles puissantes, dont les rites sont la pour affirmer la force de l'organisation sociale, s'oppose à

la réalité de la cellule familiale moderne. La répercussion de ce changement d'origine économique, sur la psychologie individuelle, est très bien montrée : la dépendance latente du fils à sa mère, avec ce que cela implique de comportement viril, c'est-à-dire agressif et tourné vers l'extérieur, a sûrement été un facteur important de la mentalité caractérisée par la vitalité commerciale du Bassin méditerranéen. Alors que maintenant, puisque les hommes doivent s'expatrier très tôt pour travailler dans le Nord, ils échappent à cette emprise, et l'adulte, qui était le chef incontesté du groupe, devient le vieux, dépendant du mandat que la poste veut bien lui délivrer à temps. C'est bien cela qui transforme une structure familiale : le changements des rapports de forces.

## Le symbolisme d'Abraham

La famille, la maison, la cité (Rome, Venise). Trois composantes de la vie d'une civilisation. Mais il reste à lui définir son âme. C'est-à-dire ce par quoi elle va intégrer son destin à celui, plus large, de l'univers. Les peuples méditerranéens sont monothéistes : ils se réfèrent à un même Dieu, celui d'Abraham. Judaïsme, christianisme, islamisme utilisent un même symbolisme, celui des images empruntées au monde des pasteurs et des pêcheurs. Pourank, en revêtant l'histoire des persécutions, ces religions paraissent ne posséder qu'un élément en commun : un type de relation hiérarchique et verticale avec un Être suprême qui influence les destinées individuelles.

Il ne faut pas croire que l'héritage spirituel et philosophique du monde gréco-romain ait créé l'unité ; au contraire, son déclin a favorisé l'affirmation des particularismes. C'est par ses institutions que Rome a laissé sa marque la plus durable : Justinien, l'empereur chrétien romain de Byzance, est parvenu au

extrême degré à imposer sa puissante législation. Incontestablement, les marques en sont vivantes dans toute la Méditerranée politique.

Cette série, à vocation encyclopédique, que l'on a mis plus de quatre ans à réaliser, dans laquelle ont été investis 4 millions et demi de francs, a un contenu d'une densité qui ne doit pas effrayer. « Cette série d'émissions, dit en effet Fernand Braudel, représente avant tout un type particulier de réflexion sur l'homme. La vraie sociologie n'est possible qu'à travers de l'histoire, car elle forme une structure, c'est-à-dire un ensemble de relations qui traversent le temps. La Méditerranée, c'est-à-dire toutes les autres caractéristiques, représente un bloc économique et géographique : c'est ce que nous avons essayé de montrer par cette méthode comparative qui consiste à explorer des thèmes, à mettre en rapport des modes de vie, des institutions, des histoires en apparence dissimilables... ».

« Les contradictions relevées ne sont pas à l'encontre de l'idée d'unité : elles sont comme les différences de voltage qui permettent l'existence du courant électrique. Il ne s'agit pas, au cours de ces émissions, de faire avaler des connaissances : l'histoire est une science de l'actuel ; c'est pourquoi le plus d'images possible appartenant à la vie contemporaine pour être ensuite éventuellement projetées sur le passé... ».

Ainsi, pour illustrer la civilisation méditerranéenne, on découvre des paysages, des architectures, des traditions, des rites, des manières de faire (pêcher, presser l'olive, tisser la laine), des sites, des musées, des villages, des langues qui nous font prendre le parti, non pas seulement d'en apprendre ou d'en comprendre plus, mais d'aimer ce que l'on y découvre. Et il y a dans cet acte une joie, un plaisir.

LAURE DEBREUIL.

\* A partir du vendredi 24 septembre, FR3, 21 h 30. Rediffusion immédiate le dimanche, 17 h 45, même chaîne.

## Voyage à Radom d'un réfugié venant d'Allemagne

**U**N train en gare va s'élever vers des paysages vert-de-gris. Ses portes sont verrouillées. Le bruit de plus en plus persistant fait mal aux oreilles, strident. Malheureusement il va se régulariser, et la fumée des cheminées. Il s'achemine vers Treblinka, vers un camp de la mort, et l'angoisse paralysante. Tous ces Juifs, de train en train, vont mourir, assassinés. Ils sont morts, assassinés. Les Juifs de Radom et les autres. Et aujourd'hui, ce train, fixé par l'image, roule vers la Pologne, de Varsovie à Radom, là où vécurent trente mille Juifs avant la guerre. Il en reste dix, peut-être dix, à Radom. Il y a cent soixante-dix mille habitants.

Bien sûr, les paysages sont gris et la terre est noire et humide. Il fait froid. Robert Bober est là, à l'image. Il parle, il raconte, il explique, il cherche. Il est lui-même, réfugié d'Allemagne, apatride d'origine polonaise. Et il a décidé de retourner au pays de son père — né à Radom vers 1903, ayant fui la Pologne depuis 1920 — son père, lui, qui se souvient de la rue, de la maison, du chemin de fer.

Robert Bober a obtenu la nationalité française à l'âge de vingt-cinq ans, afin d'accomplir ses « devoirs militaires » au moment de la guerre d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

Avec son équipe, il est allé à la rencontre de lui-même, de son identité, de ses origines. Il a voulu retrouver du regard la culture juive à laquelle il se sent totalement attaché — sans violence. Avec une pudeur follement désemparée. Seulement, voilà, il ne reste pas de trace du judaïsme en Pologne. Après son voyage et son enquête, il garde cette trace en lui. Comme en témoignent des photos — de son père, de son grand-père — et des livres qu'il a portés avec lui jusque dans cette ville transformée par le vent, et par l'oubli.

Il y a le réel et il y a l'imaginaire, et il y a la transformation du souvenir dans l'histoire et dans le temps. Il y a eu la guerre, et il y a eu tant de morts, tant d'horreurs. C'est ce que raconte en yiddish une vieille femme juive de quatre-vingt ans. Robert Bober l'a retrouvée, et il est allé la voir. Elle n'avait pas parlé le yiddish depuis si longtemps. Elle l'a conduit au ghetto, devant des maisons — les mêmes, celles d'hier — tragiquement absentes de sens, totalement désahabitées. Il y a découvert le monument aux morts, mortel, fêté, ignoré. Et du cimetière

d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

Avec son équipe, il est allé à la rencontre de lui-même, de son identité, de ses origines. Il a voulu retrouver du regard la culture juive à laquelle il se sent totalement attaché — sans violence. Avec une pudeur follement désemparée. Seulement, voilà, il ne reste pas de trace du judaïsme en Pologne. Après son voyage et son enquête, il garde cette trace en lui. Comme en témoignent des photos — de son père, de son grand-père — et des livres qu'il a portés avec lui jusque dans cette ville transformée par le vent, et par l'oubli.

Il y a le réel et il y a l'imaginaire, et il y a la transformation du souvenir dans l'histoire et dans le temps. Il y a eu la guerre, et il y a eu tant de morts, tant d'horreurs. C'est ce que raconte en yiddish une vieille femme juive de quatre-vingt ans. Robert Bober l'a retrouvée, et il est allé la voir. Elle n'avait pas parlé le yiddish depuis si longtemps. Elle l'a conduit au ghetto, devant des maisons — les mêmes, celles d'hier — tragiquement absentes de sens, totalement désahabitées. Il y a découvert le monument aux morts, mortel, fêté, ignoré. Et du cimetière

d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

Avec son équipe, il est allé à la rencontre de lui-même, de son identité, de ses origines. Il a voulu retrouver du regard la culture juive à laquelle il se sent totalement attaché — sans violence. Avec une pudeur follement désemparée. Seulement, voilà, il ne reste pas de trace du judaïsme en Pologne. Après son voyage et son enquête, il garde cette trace en lui. Comme en témoignent des photos — de son père, de son grand-père — et des livres qu'il a portés avec lui jusque dans cette ville transformée par le vent, et par l'oubli.

Il y a le réel et il y a l'imaginaire, et il y a la transformation du souvenir dans l'histoire et dans le temps. Il y a eu la guerre, et il y a eu tant de morts, tant d'horreurs. C'est ce que raconte en yiddish une vieille femme juive de quatre-vingt ans. Robert Bober l'a retrouvée, et il est allé la voir. Elle n'avait pas parlé le yiddish depuis si longtemps. Elle l'a conduit au ghetto, devant des maisons — les mêmes, celles d'hier — tragiquement absentes de sens, totalement désahabitées. Il y a découvert le monument aux morts, mortel, fêté, ignoré. Et du cimetière

d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

Avec son équipe, il est allé à la rencontre de lui-même, de son identité, de ses origines. Il a voulu retrouver du regard la culture juive à laquelle il se sent totalement attaché — sans violence. Avec une pudeur follement désemparée. Seulement, voilà, il ne reste pas de trace du judaïsme en Pologne. Après son voyage et son enquête, il garde cette trace en lui. Comme en témoignent des photos — de son père, de son grand-père — et des livres qu'il a portés avec lui jusque dans cette ville transformée par le vent, et par l'oubli.

Il y a le réel et il y a l'imaginaire, et il y a la transformation du souvenir dans l'histoire et dans le temps. Il y a eu la guerre, et il y a eu tant de morts, tant d'horreurs. C'est ce que raconte en yiddish une vieille femme juive de quatre-vingt ans. Robert Bober l'a retrouvée, et il est allé la voir. Elle n'avait pas parlé le yiddish depuis si longtemps. Elle l'a conduit au ghetto, devant des maisons — les mêmes, celles d'hier — tragiquement absentes de sens, totalement désahabitées. Il y a découvert le monument aux morts, mortel, fêté, ignoré. Et du cimetière

d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

Avec son équipe, il est allé à la rencontre de lui-même, de son identité, de ses origines. Il a voulu retrouver du regard la culture juive à laquelle il se sent totalement attaché — sans violence. Avec une pudeur follement désemparée. Seulement, voilà, il ne reste pas de trace du judaïsme en Pologne. Après son voyage et son enquête, il garde cette trace en lui. Comme en témoignent des photos — de son père, de son grand-père — et des livres qu'il a portés avec lui jusque dans cette ville transformée par le vent, et par l'oubli.

Il y a le réel et il y a l'imaginaire, et il y a la transformation du souvenir dans l'histoire et dans le temps. Il y a eu la guerre, et il y a eu tant de morts, tant d'horreurs. C'est ce que raconte en yiddish une vieille femme juive de quatre-vingt ans. Robert Bober l'a retrouvée, et il est allé la voir. Elle n'avait pas parlé le yiddish depuis si longtemps. Elle l'a conduit au ghetto, devant des maisons — les mêmes, celles d'hier — tragiquement absentes de sens, totalement désahabitées. Il y a découvert le monument aux morts, mortel, fêté, ignoré. Et du cimetière

d'Algérie. Lui aussi, il se souvient de la Pologne qu'on lui a tant décrite, un conte, de la rue, de la maison du chemin de fer.

d'offrir publiquement — par le biais de la télévision et du reportage — la culture juive, celle qui subsiste au-delà d'un lieu ou d'une époque, au-delà des morts. Aussi n'est-il pas question d'être triste ou gai, heureux ou malheureux, mais de lire une histoire, celle d'un peuple, et d'écouter cette voix, lancinante, chantée et dansée par le théâtre yiddish de Varsovie : « Un, deux, trois, quand la fille se lamente, aie-tu ce que tu entends, ce sont les morts en terre... C'est le vacarme qui est en toi... Tout va se disperser et cela me fait si mal. Cela me fait si mal... ».

Alors Robert Bober, qui a filmé les regards, s'attarde sur un dernier regard, celui d'un mendiant juif, assis aux portes de la synagogue de Varsovie, fermée, excipit pour le Youm Kippour, mais autorisée aux touristes et à la télévision. Alors Robert Bober a emmené ce regard et il l'a transmis dans son poème habillé en reportage qu'il a signé ainsi : Robert Bober, Octobre 1975 - février 1976, parce que, d'une certaine façon, lui aussi, lui, est mort là-bas, la précision dans cette terre où il aurait dû naître.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

\* Dimanche 26 septembre, TF1, 22 heures.

## Écouter - voir

● **DÉBATS : DIALOGUES FRANCO-ALLEMANDS.** — Chaque mardi, à partir du mardi 21 septembre, France-Culture, 20 h 5.

Socialisme et social-démocratie, tolérance et intolérance, syndicalismes, Richard Wagner, régions et Länder, problèmes de la formation universitaire, les Églises et la vie politique, les voies nouvelles de la psychanalyse et les relations franco-allemandes : tels seront les thèmes des Dialogues franco-allemands que France-Culture diffusera chaque mardi à partir du 21 septembre.

Echange de vues « sur les principes et les mœurs qui animent et définissent, dans les deux nations, les ressorts de la démocratie et de la société pluraliste », ces émissions seront réalisées en collaboration avec le Goethe Institut de Paris.

● **SÉRIE : LA VIE DE MARIANNE.** — A partir du jeudi 23 septembre, TF 1, 20 h 30.

Marianne est jeune, belle, intelligente, mais sans parents, sans « nom », sans fortune et sans dot. Une enfant trouvée. Une proie facile pour les dévots, les veufs, les vœux de province. Elle résistera. Puis elle s'y fera. Adoptée par une riche veuve sans préjugés, elle deviendra, grâce au mariage, plus connue que les rouses.

Une adaptation sans recul du roman de Marivaux ; et une réalisation « grand siècle » (beaux décors et riches costumes) de Pierre Cardinal.

● **FILM : ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX.** de Sidney Pollack. — Jeudi 23 septembre, A 2, 20 h 30.

Brillante adaptation du roman d'Honoré

McCoy. Retour aux années 30 et à la grande dépression économique qui ravagea les États-Unis jusque dans les plus simples valeurs de vie. Tableau infernal des « marathons de la danse », de la dégradation imposée à l'homme par le chômage et la misère. Dramatique interprétation de Jane Fonda et Michael Sarrazin.

● **FILM : SCÈNES DE CHASSE EN BAVIÈRE.** de Peter Fleischmann. — Vendredi 24 septembre, A 2, 22 h 45.

Le processus d'un rejet social magistralement analysé par un jeune cinéaste allemand qui donne valeur historique à cette fable sur un aspect angoissant de la « chasse aux sorcières ». Variations sur l'intolérance, la peur de la différence, l'agressivité des braves gens conviviaux. C'est-à-dire sur tout ce qui fait le « fascisme ordinaire », et pas seulement en Bavière.

Journal de 1976







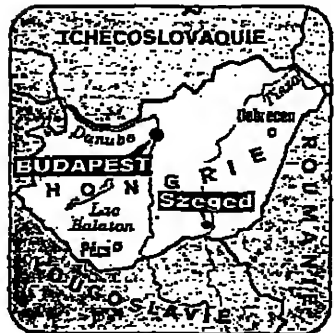




ETRANGER

Lettre de Szeged et de Budapest

Façades jaunes, fumées bleues



QUAND on arrive à Szeged, petite ville (pas si petite : cent vingt mille habitants, actifs, alertes et répandus dans les rues) du sud de la Hongrie, l'impression première est que l'on est bien au cœur de l'Europe centrale et que l'Europe centrale se manifeste d'abord par ses couleurs. Les couleurs de ses façades, de ses murs, de ses portes. Le jaune sur tout, ancestral, historique, profond, de ces contrées. Mais aussi le vert pistache, l'ocre, le rose. Très belles maisons, propres, soignées, poncées, ravies, composées de vrais décors de théâtre, de vraies harmonies du dix-huitième siècle, bordant des places élégantes. La Tisza, le fleuve de Szeged, sort de son lit dans les années 1880 et, dans un déferlement de lente violence, dont la population, prise d'un silence après ne semble pas avoir compris la raison, empêche, balaya tout cela. On reconstruit dans les mêmes couleurs, les mêmes harmonies. Et la Tisza coule aujourd'hui, calme, pacifiée, au pied du musée où la ville garde le souvenir de ses peintres, de ses poètes, de ses artisans.

Ce qui demeure le plus est ce parfum, raffiné, prenant, insistant, d'Europe centrale. Il suffit d'aller faire un tour à la merveilleuse confiserie Virag pour s'en convaincre. Le chocolat, le thé, y fument, servis par de jeunes personnes en minijupes, qui circulent au milieu de dames et de messieurs distingués, venus déguster quelques pâtisseries, aussi bien que de jeunes gens en jeans et blousons, attirés par la fraîcheur des cafés viennois. L'atmosphère est de vieille civilisation, teintée de Proust et de Musil. Admirable est que le socialisme est passé par là sans rien altérer, déformer. Bien au contraire. Il est clair, à parcourir Szeged, à s'immerger de ce qui s'y passe — en discutant par exemple avec les jeunes marxistes — l'utopie — qui travaillent à l'Université — que la ville vit, produit, se développe à un rythme très moderne et que les gens qui y résident réalisent l'exemple d'une population qui s'est ouverte au monde contemporain sans rien abandonner de son héritage culturel. Au point que le comportement, mar-

qué d'aristocratie, de féodalisme même, donne, au contact de conduites militantes, proprement communistes, un nouveau type de baroque, affectant curieusement les personnalités, les manières d'être : ce qui n'est d'ailleurs ni d'insolite ni de charmant. Mais, au-delà de ces aspects frappants de la vie quotidienne, on voit que peu à peu s'est mise en place une population qui ne donne pas l'impression d'être compartimentée, parcellisée, divisée, tout simplement parce que tout entier elle lit, écoute de la musique, se cultive et, surtout, prend le temps de vivre, loin des encombrements et harcèlements occidentaux, au rythme qui lui est propre.

EN traversant la vaste plaine qui sépare Szeged de Budapest, on retrouve ce calme : inscrit dans les paysages cette fois, dans ces grandes espaces plats où Miklos Jancso a dessiné *Peau rouge*. Tout de même, on sent que l'on s'éloigne d'un monde secret et obscur pour approcher des rumeurs de la capitale. On quitte cette terre, pleine de la douceur et de ses forêts, de la tranquillité paisible et de ses vamps, pour aller vers quelque chose qui bat et vibre très fort. Car Budapest est une immense ville où se concentre une grande part de la vie active et moderne de la Hongrie. Il suffit, le soir, de rôder sur les hauteurs où se peche l'église Mathias et de regarder, de la vaste promenade couverte qui la borde, les lumières de la ville scintillant des deux côtés du Danube, l'île nocturne de Pest, là les feux qui s'éteignent sur les pentes des collines de Buda, pour sentir cette grande palpitation.

Dans les rues, les vitrines des magasins, les étalages des boutiques, montrent assez que la « consommation » a atteint un point de développement largement satisfaisant pour l'ensemble de la population, les automobiles — en particulier les Zsigul, les Fiat fabriquées en Pologne ou en U.R.S.S. (la Hongrie ne produisant que des autobus ou des voitures de tourisme) — sont aussi nombreuses que dans l'importante grande ville occidentale. Et la foule qui descend et monte les profondeurs, vertigineuses escaliers roulants du métro, aux hau-

res de pointe, à quelque chose de maîtrisé, d'ordonné qui semble témoigner d'une étonnante sérénité collective.

La encore, peut-être faut-il admettre qu'il arrive un moment où, malgré les problèmes qui subsistent (et il en subsiste, au niveau du logement par exemple), l'imprégnation culturelle que reçoit un peuple finit par lui donner un visage neuf. Ce visage, on s'en doute, est à l'opposé de celui des capitales européennes de l'Ouest, où l'agressivité, la tension, la violence étroite et publicitaire sont partout. Les Hongrois paraissent calmes et ouverts, peut-être parce que la musique est dans leur âme, que les théâtres de leur ville leur offrent tous les soirs, de la manière la plus accessible, des concerts et des opéras de qualité, que les disques qu'on leur propose ne coûtent pas cher, les livres non plus.

On sent assez que, parmi les pays socialistes, la Hongrie est un de ceux dont la politique culturelle est la plus ouverte. Encore faut-il prendre acte des exemples concrets qui le montrent. Les arts plastiques y sont défendus sur le double plan du respect du passé et de la modernité la plus récente. Dans la même semaine, au château, dans une des plus grandes galeries publiques, sont exposées des sculptures du douzième siècle (retrouvées au cours de fouilles récentes, à l'occasion de l'édification d'un hôtel Hilton, dans les parages du château même), présentées dans des conditions de « mise en scène » et d'éclairage incomparables, et se trouve offerte une exposition de jeune peinture polonaise d'un avant-gardisme appuyé.

En littérature, le Musée littéraire de Budapest propose des expositions extrêmement soignées et précises sur la vie et l'œuvre de grands poètes contemporains comme Attila Jozsef et Miklos Radnoty (avec des montages photographiques d'une qualité formelle étonnante), mais les éditions *Europa* offrent un éventail de traductions qui ne laisse aucun doute sur l'ouverture de la Hongrie à la culture occidentale, notamment française : Vailland, Beckaert, Butor, Simone de Beauvoir, des anthologies « structuralistes ».

Un poète d'aujourd'hui, comme György Somlyo — dont les admirables *Contrefaçons* ont été récemment publiées à Paris, chez Gallimard, adaptées par Guillemin — donne le sentiment d'un équilibre presque parfait entre une référence permanente à la culture française et une intégration profonde dans la réalité hongroise : toute sa présence, physique et intellectuelle, ses gestes, son regard, sa parole en sont comme marqués. De façon générale, une politique culturelle d'un type nouveau semble mise en place à tous les niveaux de la vie du pays : celle dont Béla Képacsi, secrétaire général adjoint de l'Académie des sciences, a su définir les facteurs objectifs et subjectifs, celle dont György Aczél a tracé les grandes lignes dans son livre sur « La culture et la démocratie socialiste ».

NATUReLLEMENT, il y a à tout moment à Budapest cette autre forme de culture qui est la présence, dans ce pays en pleine transformation, du chameau quotidien, intime, suranné parfois, qui émane des cafés, des restaurants, des caves, des tavernes. Non que la Hongrie se ramène à quelques airs de violon joués par des tziganes sous des lumières tamisées. Mais, dans la fumée bleue des restaurants où l'on mange du poulet au paprika, où l'on déguste d'extraordinaires goulasches, où l'on fait couler généreusement le tokay, il y a effectivement, entre deux coups d'archet, quelque chose d'ancien, de « protégé », qui fait merveilleusement oublier le temps.

Pourquoi refuser cela ? Ceux qui sont allés à la Cave du Tonneau d'Or, près de la Trinité, ou au restaurant Vadróza, — de la Route sauvage — savent que ce raffinement s'accommode avec des manières fort simples, fort naturelles, et de la plus souriante cordialité. Cela n'a pas l'air fait spécialement pour le touriste. Cela n'est pas plus conçu hors du peuple que pour le peuple. La vie est ouverte à tous, sans crispation, sans pose. Avec une sorte de parfum de révolution patiente, pour le présent. Et certainement, des promesses pour l'avenir.

RAYMOND JEAN.

GRANDE-BRETAGNE

« Un salaire égal, et c'est tout ! »

UN samedi de septembre, à Brentford, dans la banlieue londonienne, quatre femmes sont assises sur des pilanis, à l'entrée de leur usine. Avec des drapeaux et des sacs en plastique, elles se protègent à grand-peine d'un vent froid. Elles ne parlent guère, l'une d'elles tricote, elle sera là jusqu'à dimanche soir. « C'est un long de rester ici... » Au-dessus de leurs têtes, des banderoles défilent : « Trico en grève », « Travail égal, salaire égal », « Quand les hommes et les femmes s'unissent, les patrons deviennent fous... »

A quelques mètres des quatre femmes se déroule le trafic incessant d'un grand axe routier. Des camionnettes, des automobiles klaxonnent pour marquer leur sympathie, d'autres crient des insultes : « Vous n'êtes que des paresseuses... » Les avions qui atterrissent à l'aéroport de Heathrow, tout proche, ajoutent au vacarme. Mais ni le bruit ni la poussière ne semblent les atteindre. Les femmes de Trico ont de la patience et de l'endurance. Un syndicaliste, venu aux nouvelles, dira d'elles : « Elles sont têtues comme des mules. Elles ne céderont pas un pouce. »

La direction cherche à se justifier : les hommes sont plus « flexibles » que les femmes à l'intérieur de l'usine, leur travail n'est donc pas « égal ». Les femmes assises devant l'usine ont un sourire amer : « En 1969, nous avons accepté d'être aussi « flexibles » que les hommes. Mais nous, les femmes, on nous transfère rarement d'un poste à l'autre. On sait bien que nous sommes moins rapides quand on nous change de place... »

L'égalité par le bas

La « flexibilité » n'ayant convaincu personne, la direction laisse alors entendre que les salaires masculins pourraient être abaissés au niveau des salaires féminins. Et que l'anomalie (des hommes dans un atelier de femmes) finirait par disparaître, car les hommes seraient découragés par des salaires aussi bas. « Ils assument l'égalité par le bas, dit Doris, une déléguée syndicale. Mais ni les hommes ni les femmes ne peuvent l'accepter. »

Tout au long de la grève, les femmes ont refusé le recours au tribunal industriel (équivalent du tribunal des prud'hommes), censé régler ce type de litige. Au cours des premiers mois d'application de la loi sur l'égalité des salaires, mille sept cent cinquante-quatre femmes ont eu recours à ces tribunaux, et seulement dix-huit auraient obtenu gain de cause devant le tribunal. Dans la grande majorité des cas, des « différences » ont été trouvées entre le travail des hommes et celui des femmes. C'est donc la direction de l'usine Trico qui a fait appel au tribunal pour essayer de régler le litige et de ramener les femmes à l'usine. Le tribunal a donné

raison à l'employeur, en invoquant la prétendue flexibilité des hommes.

Après cette décision qui les justifie a posteriori, les femmes de Trico sont plus que jamais convaincues de la nécessité d'une lutte collective pour que soit appliquée la loi sur l'égalité.

Mais jusqu'où les syndicats s'engageront-ils pour des revendications qui concernent d'abord les femmes ? C'est la question qui se pose aujourd'hui. Sally Groves, membre du comité de grève, reconnaît que le syndicat (A.R.W.U.) a été très correct jusqu'à présent, mais elle estime que les instances syndicales réagissent mollement à cette grève : « Nous aurions besoin d'un soutien massif, dit-elle, mais on ne veut pas. Beaucoup d'ouvriers réagissent. Ils disent : « Nous ne pouvons obtenir aucune augmentation à cause du blocage des salaires, alors, pourquoi les femmes en obtiendraient-elles une ? ». Evidemment, ce n'est pas une « augmentation » que nous demandons, mais beaucoup de gens le voient ainsi. »

Le conflit de Trico constitue actuellement, en Angleterre, un test, aussi bien pour les employeurs que pour les femmes et les syndicats. Que deviendra l'« Equal Pay Act » ? Sera-t-il réduit à néant, comme tant d'autres déclarations sur l'égalité, par la mollesse des syndicats, les subtils différences dans la définition des tâches et la mauvaise volonté des employeurs ? C'est ce que, depuis seize semaines, les femmes de Trico s'efforcent d'éviter.

KATIE BREEN.

Repris par le S.A.R.L. le Monde.  
Gérance : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sarragat.



Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Reflets du monde entier

L'OPINION

Le Maroc où l'on s'ennuie

Le quotidien de Rabat L'OPINION formule un jugement sévère sur la dernière saison touristique : « Le Maroc est-il vraiment un pays à vocation touristique ? Ou bien les responsables n'ont-ils pris cette option que pour justifier l'érection de palaces dans lesquels ils ont tous, plus ou moins, leurs entrées, leurs habitudes, et qui leur assurent de fastueux week-ends à vil prix ? »

Car une chose est certaine. Au-delà des tarifs prohibitifs pratiqués par la profession, au-delà de ce lourd ennui qui assaille les touristes, ce qui les rebute le plus, jusqu'à leur donner mauvaise conscience, c'est ce spectacle quotidien de la misère noire, nauséabonde, qu'aucun palmier, qu'aucun lampion ne pourra jamais cacher.

Tous ces enfants en haillons, couverts de la crasse de la misère, bossus, manchots ou simplement anémiques et tétra-pèdes, toutes ces femmes et ces hommes désœuvrés, dans le regard desquels se lit tant de détresse, tout cela infirme la vocation touristique du Maroc. Car un touriste qui a des scrupules à manger ou à boire en public, qui doit se cacher pour ne pas avoir honte d'avoir de l'argent, ne peut nous faire une bonne publicité de retour chez lui.

Il parlait de détours berbères, de la plage, mais surtout du malaise constant qui aura été le sien au contact des damnés de la terre. »



Le pont de la mémoire

Pour relancer le film le Pont sur la rivière Kofu, un cinéma de Tokyo a installé une maquette du train qui s'abîme dans la rivière après que le pont a sauté, raconte l'hebdomadaire de langue anglaise, publié à Anvers, TO THE POINT INTERNATIONAL.

L'intérêt pour le film s'est récemment ramené au Japon après la révélation d'anciens prisonniers de guerre britanniques et alliés qui construisaient le fameux pont de reconstruire leurs anciens gardiens japonais sur la rivière Kofu, en Birmanie. Le souvenir des mauvais traitements qui leur furent infligés et de leurs camarades morts est resté apparemment trop vif dans leur mémoire. »

The Ethiopian Herald

Women's lib. à l'éthiopienne

« Ce n'est pas qu'on doive regretter l'époque où les femmes étaient supposées « rester à leur place », écrit le quotidien d'Addis-Abeba THE ETHIOPIAN HERALD, mais avec la vague féministe et la tolérance grandissante qu'on affiche ici, en Éthiopie, pour les femmes hystériques, les enragées de la cause, citant la Bible, et tapant du poing sur les tables, sont en pleine gloire. (...) »

Si on ne peut pas nier l'influence pernicieuse du « chaos-éthiopien » dans bien des aspects de la vie éthiopienne, il faut aussi admettre qu'il y a des héroïnes locales qui propagent leur message avec un zèle qui touche à la dévotion. Tout récemment, par exemple, une publication en langue éthiopienne expliquait très sérieusement que lorsqu'il y a un différend entre un mari et sa femme, le premier doit être jeté dehors. »

Dans l'un de ses derniers numéros, la même feuille racontait le cas pathétique d'un homme jeté hors de chez lui par la femme à laquelle il était marié depuis seize ans — avec pour bagage les seuls vêtements qu'il portait. Quatre mois après ce brutal châtiment, le pauvre bougre erre encore d'hôtel minable en hôtel minable et ne peut même pas récupérer un costume parce que la loi lui interdit d'approcher de ce qui fut sa maison. »

Quand le porno s'essouffle

Il y a quelque chose de changé au royaume de Danemark, si on en croit le quotidien anglais THE GUARDIAN.

« Tout d'abord, qui parcourt les rues de Copenhague sans préjugés peut s'apercevoir que la législation des films pornographiques a eu un effet « dédramatisant », écrit un lecteur danois. Les boutiques de pornographie ne se trouvent plus guère que dans les quartiers à touristes, et sauf pour ce qui concerne un hebdomadaire qui tire à dix mille exemplaires (Donald Duck tire à deux cent mille !), les quelques textes qui émaillent les publications pornographiques danoises sont rédigés en anglais, en français et en allemand, mais pas en danois. »

Une bonne partie du matériel pornographique est écoulée par la vente par correspondance. Mais, là aussi, les clients sont surtout des étrangers. Selon des estimations sérieuses, tout le matériel pornographique produit au Danemark est, en fait, vendu à 95 % hors du pays. »

Coiffure au fer à souder

Un coiffeur de San-Francisco, rapporte le magazine américain TIME, a inventé une façon de coiffer ses clients qui n'est pas très rassurante :

M. Helmholz, brandissant de la main gauche un grand démolisseur en us et de la droite, un fer à souder d'ordinaire, tente d'apaiser les inquiétudes de l'intéressé : « Ce n'est pas aussi terrible que l'on pourrait le faire croire. »

Cette méthode est destinée aux clients qui ont des cheveux trop fins et qui trouvaient qu'après un « brushing » normal, leur coiffure volait de tous côtés, les faisant ressembler à Ben Gourion ou à Einstein.

Dans un premier temps, le coiffeur tente de résoudre le problème en utilisant le vieux procédé de rénovation des cheveux : la brûlure des pointes à la flamme d'une bougie. Les cheveux restent aplatis et les clients n'apprécient guère les gouttes de cire chaude qui leur brûlent le cou.

C'est alors que l'instructeur Figaro transforme un fer à souder d'ordinaire en un instrument de coiffure très mariable. Le résultat est fort satisfaisant : 70 % de ceux qui ont essayé le procédé reviennent.



**REVUE DES REVUES** *par Yves Florenne*

retour à la raison (lumière) en changeant ses raisons ? La « métanoia », qui est proposée, à laquelle nous sommes complotés, s'oppose à la paranoïa collective dont les signes sont la confusion, la confusion des esprits, l'inflation (démographique comprise), l'épuisement de la planète et finalement sa destruction. Qu'on ne s'y trompe pas pourtant : la « métanoia » dépasse de beaucoup l'ordre des choses, elle n'est pas un retour à la normalité, elle est une révolution. Les Cahiers d'herméneutique, et principalement le « Cinquième Évangile » (qui serait le premier en date), celui de Thomas, leur propos est la recherche et la découverte de la « métanoia », les « figures » de Jésus. La traduction et les commentaires de cet évangile par Philippe de Suarez (publié par les éditions de l'association Métanoia) préexistant aux cahiers ont fait quelque bruit. De ce bruit, nous ne sommes pas du tout fatigués, au yeux et rien n'est donc comme de dormir à l'ombre habituelle.

Et puis, saluons les nouvelles *Immenses* : de poésie et de critique : le

Dans les *Cahiers bleus*, André Dhôtel salue Follain « poète fraternel ». Lui-même dit ainsi ce qu'il est — si

Nouvelle revue encore, les *Cahiers Méta-noïa*. « Changer de mentalité » : traduction moderne ; mais changer de raison pourrait être ambigu. Alors :

Il me reste trop peu de place pour parler comme il aurait fallu des revues littéraires étrangères — ou françaises — vouées aux littératures étrangères, — soudain rassemblées sur ma table. Les milliers *anglaises*, certes ; mais encore les plus rares *françaises* ; la revue avec un numéro sur *le Dictionnaire*, la *Revue danoise* et son cahier largement illustré, pour le centenaire d'Andersen. La *Revue des études françaises*, due à l'Initiative de l'université de Lille, blingue, et qui concerne, au-delà des spécialistes, quiconque s'intéresse à l'Triande sa littérature et sa civilisation. Mais aussi, elle contribue au renouement des liens avec « l'Etranger » selon l'expression de Pierre JOANNON. Les *Etudes hispaniques* apportent toutes sortes de clartés sur une culture et un peuple mal connus, en butte aux préjugés — et bien plus — comme tout nominalisme et toute diaspora. Les *Cahiers de l'Est*, où s'exprime une littérature échappée au « socialisme du silence ». Ce dernier cahier, « polonais », s'ouvre par un texte de Gombrich, d'autant plus prenant dans la mesure où il est écrit en français, suivi de pages de journal, d'autres étant publiées par les *lettres nouvelles*.

On change d'horizon avec *Brasam*

Quant à la traduction du titre, due, elle, à Claude Richard, le *Dit du cœur*, elle donne lieu à un débat très instructif. Les personnes qui ne signifient pas le mot, l'ignorant fort bien, disent que ça a l'air d'un « toll-toll » chez Pou l'ui-même, ou dans Shakespeare. Cette traduction a le mérite d'exprimer à la fois l'idée de récit, d'histoire, et celle du cœur qui parle, dénonce. Mais elle est évidemment inséparable de ces harmoniques médiévales que regrette Pierre Leyris. Et puis, dans ce *Dit du cœur*, que d'émouvante douceur ! Le lecteur innocent, le lecteur de haut, enfin, ne sent la violence hulaletane de l'original s'épanouir. Mais quel ! l'alliteration ne se transpose pas, ni l'homophonie, ou mal. Tant qu'à faire, il faudrait alors : le *Dit du dire du cœur*. Mais quels sons seraient entendre en français ces trois terribles coups — *Tell-Tale-Heart* — frappés par le cœur fantastique ?

[illegible]

Le même destin fâcheux a frappé deux termes encore inscrits au Bit Parade : la « détente » et la « relaxe ». Voyez le premier : on croyait cueillir les cent fleurs et on a des épinés dans le doigt, un doigt prêt à appuyer sur la « détente ». Après

une place ou un bolide, je ne l'appellerai ni patz, ni harmonie, en concorde moins discord ; je ne choisirai l'ironie du sort. Je ne choisirai pas non plus désordre ou discord ; ce serait tenter le diable. Je proposerais des sonnets qui écorchent l'oreille et qui tentent faire justement la primauté du sonnet, la primauté du désordre. Embarquons - nous donc dans la fusée Désintégration : aussi bien, avec l'accélération de la vitesse, le voyage ne sera pas long, et les mots à la mode n'ont pas intérêt dure. Pour le moment, accueillons celui-là. Le mieux que nous puissions à espérer, c'est d'être tout, d'avoir un titre de René Char, d'avoir une sérénité crispée. Les poètes tentent toujours raison.

**ALICE PLANCHE:**

Une très longue table occupe le centre de la pièce. Nous nous sommes assis et nous avons sucé des bonbons au miel qui avaient un goût de crème sure et de vieux vêtements. Toutes les œuvres du poète étaient là. Il a ouvert au hasard la dernière : *Proverbes rabelaisiens*. « *Pas pour les rosières* », a-t-il dit. Entre ses cils jaunes ses

Sur le pont rouge on parle la langue d'occ. Demain il y a une nocé à Saint-Côme, on jouera de la cabrette, M. Bonnaterra a prévenu ses musiciens. Ils ont sorti leurs costumes, gilet rouge et chapeau de paille. Autre. Je n'y serai pas, mais M. Bonnaterra m'a dit : - Allez à la Galochette de Lappe, l'école de cabrette répète tous les vendredis à Paris. - Alors, j'irai respirer l'air du Rouergue.

**MICHELLE AUBERT-COUTURIER.**

(1) Prononcer : Vallette.  
(2) Académie littéraire fondée par  
Mistral en 1854.

Adios, vous les enfants de Kérouac, jeunes chanteurs qui saisissez la manche dans nos auberges et qui dormiez chez moi, les guitares fêlées au pied du lit...  
Adios, les fêtes de nuit ! Au revoir les fêtes animées

Adios, tous et toutes. Il me semble que par votre grâce et votre plaisir ma vieille maison a chanté tout l'été ! Quel riche été...

Vous êtes repartis, mais je vous imagine encore. C'est mon métier. La moisson est riche. Je vais m'engranger.

*Adios et merci...*







# SPECTACLES

## théâtres

**Les salles subventionnées**  
Opéra, salle Favart : *Konstantin*, Napoléon, Pas de quatre, la Vivandière, la Somnambule (sam. 20 h. 30).  
Odéon : *La Cerise* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).  
Nouveaux (salle) : *Cirque à l'ancienne* (sam. 15 h. 30 et 20 h. 30; dim. 15 h. 30).  
Théâtre de la Renaissance : *Chœurs de la Renaissance* et *Musique vocale contemporaine* (dim. 20 h. 30).

### Les autres salles

Antoine : *Le Tuto* (sam. 20 h. 30).  
Ardor : *Monsieur chasse* (sam. 21 h.; dim. 15 h.).  
Bouffes du Nord : *Le Servant*, sam. 21 h.; dim. 15 h. et 18 h. 30.  
Comédie Caennaise : *Boeing-Boeing* (sam. 21 h.; dim. 15 h. 10 et 21 h.).  
Danton : *Monsieur Masure* (sam. 21 h.; dim. 15 h.).  
Edouard : *Dis-moi, Blaise* (sam. 21 h.; dim. 15 h.).  
Fontaine : *Comme avant* (sam. 20 h. 45; dim. 15 h. 30).  
Gymnase-Maria-Bell : *Une aspirante pour deux* (sam. 21 h.; dim. 15 h. 30 et 21 h.).  
Huchette : *La Cantatrice chauve*; *Le Leçon* (sam. 20 h. 45).  
La Bruyère : *Pour cent briques* (sam. 21 h.; dim. 15 h. et 18 h.).  
Madelaine : *Pau de vache* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).  
Maison de l'Allemagne : *Marie-Madeleine* (sam. 21 h.).  
Michelet : *Raggy Birthday* (sam. 21 h. 10; dim. 15 h. 10 et 21 h. 10).  
Mithras : *Le Mithras*; *Yas, peut-être* (sam. 20 h.).  
Palais-Royal : *La Cage aux folles* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 21 h.).  
Régulier : *Tout contre un petit bois* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).  
Saint-Georges : *Lucienne et le boucher* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 18 h.).  
Théâtre d'Art : *La Femme de Socrate* (sam. et dim. 18 h. 30); *Voyage avec la drogue* (sam. et dim. 20 h. 30); *L'Amant arabe* (sam. 22 h. 15; dim. 15 h.).  
Théâtre d'Épave : *D'homme à homme* (sam. 20 h.).  
Théâtre Essalon : *Notes* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h.).  
Théâtre du Marais : *Histoires d'amour* (sam. 21 h.).  
Théâtre du Marais : *Histoires d'amour* (sam. 21 h.).  
Théâtre Présent : *La Chamaille* (sam. 20 h.).  
Variétés : *L'autre Valse* (sam. 20 h. 30; dim. 15 h. et 18 h. 30).

**Théâtres de banlieue**  
Asnières, abbaye de Royaumont : *Michel Baroff, piano* (Schumann, Ravel, Ives) (sam. 20 h. 45).  
Biotres, église : *Raul* (Mendelssohn, guitare) (musique d'Amérique latine) (sam. 21 h.).  
Boissy-en-France : *Pierre Cochereau*, orgue (Couperin, Clémenceau, Bach) (sam. 20 h. 45).  
Sartrouville, église : *Quintette*, orgue (Vivaldi, Vivaldi, Bach, Telemann) (sam. 21 h.).  
Versailles, gymnasium : *Les Ménestriers* (musique du Moyen Âge et de la Renaissance) (sam. 20 h.).

**THEATRE D'ART**  
19, av. Victoria 1° 508.08.41  
**L'AMANT ARABE**  
Ce « vil de Kolosse » tient tout à la fois du requéreur, du séducteur, du digne, du contre la femme abhorrée et de la revendication schizophrénique de l'être homosexuel désemparé d'assumer pleinement son homosexualité. Le talent de l'auteur comme narrateur et penseur de l'amour grec est grand.  
F. de M. LA PRESSE FRANÇAISE

**BALZAC ÉLYSÉES - ÉLYSÉES LINCOLN - ST-ANDRÉ DES ARTS**  
(séance à midi) **GAUMONT OPÉRA**

**L'UN DES PLUS GRANDS SUCCÈS DU FESTIVAL DE CANNES**  
Jean de Baroncelli - LE MONDE

# L'EMPIRE DES SENS

La griffe de Georges Bataille  
François Foresta - L'EXPRESS

LE PREMIER FILM QUI RELIE L'AMOUR PHYSIQUE DANS SON PARADOXE AU MYSTÈRE DE NOTRE DESTINÉE

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20** (liques groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Samedi 18 - Dimanche 19 septembre**

**Le music-hall**  
Olympia : *Nicole Croisille* (sam. 21 h. 30; dim. 15 h. 30).

**Festival estival**  
Eglise de Vaucresson (sam. 17 h. 30 et 21 h.); Gymnase de Ville-d'Avray (dim. 17 h.); Château de Versailles (dim. 21 h.); Cambridge University Purcell College (Régiment de Mozart).  
Eglise Saint-Germain-des-Près : *Quintette Ana Nova* (Victoria, Gabrielli, Maché, Chaynes) (sam. 20 h. 30).  
Château de Versailles : *Lily Leskine*, harpe (musique autour de Marie-Antoinette) (dim. 18 h.).  
Salle Feytaud : *André Gorge, piano* (Bartók) (dim. 18 h. 30).  
Eglise Notre-Dame : *Dante Granato*, orgue (Hindemith, Bach, Beethoven) (dim. 17 h. 45).

**Festival de Sceaux**  
Orangerie du château : *Leslie et Nadine Wright*, piano à quatre mains (Schubert, Dvorak, Brahms) (sam. 17 h. 30); *Musique plus*, guitare et percussions (Iglesias, Wolf, Schneider, Beux, Drogos, Delaistre) (dim. 17 h. 30).

**Les opérettes**  
Bouffes : *Croisilles d'amour* (sam. 20 h. 30; dim. 17 h.).  
Porte Saint-Martin : *Mayflower* (sam. 21 h.).  
Saint-Vincent-Magador : *Réve de valse* (sam. 15 h. et 20 h. 30; dim. 14 h. 30 et 18 h.).

**Les concerts**  
Vier Festivals et Théâtres de banlieue.  
Bateau-Mouches : *R. Glatard*, clavier, et *L. Marabito*, alto (dim. 15 h. 30).

**ATHENEE LOUIS JOUVET**  
Jacqueline Gauthier  
Claude Dauphin

# Le séquoia

de George Furth  
adaptation Marcel Jullian

mise en scène Jacques Mauclair  
décors Jacques Marillier

Marc Cassot  
Gabriel Cattand  
Albert Michel  
J.-P. Chevallier  
Jacques Legras  
Jacques Dynam

078.82.23 et agences

**Les chaussonniers**  
Caveau de la République : *Tas déplié*, Vally (sam. 21 h.; dim. 15 h. 30 et 21 h.).  
Duo : *Les chaussonniers*, Vally (sam. 21 h.; dim. 15 h. 30 et 21 h.).

**Vidéo**  
Vidéoforum, permanent à partir de 13 h. 30 : *Rock around the clock*.

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans. (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

**La cinémathèque**  
Chaillet, sam. 14 h. 45 : *Sous les toits de Paris*, de C. Clair; 15 h. : *Nosferatu*, de F. Murnau; 16 h. : *Le Vampyr*, de C. Dreyer; 17 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 18 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 19 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 20 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 21 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher.

**Les exclusivités**  
ACTES DE MARIUS (M. v.) : *Quintette*, de C. Dreyer; 15 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 16 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 17 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 18 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 19 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 20 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 21 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher.

71). Hausmann (97) (770-47-53). Nations (22) (343-09-57). République-Montparnasse (125) (344-22-02). Gaumont-Convention (137) (322-22-71).  
**HOLLYWOOD, HOLLYWOOD** (A.) (54) (322-22-71). *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 15 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 16 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 17 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 18 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 19 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 20 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 21 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher.

## LES FILMS NOUVEAUX

**L'INNOCENT** (11 m italien de L. Bresson). *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 15 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 16 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 17 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 18 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 19 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 20 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 21 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher.

**NEA (Fr.)** (\*\*) Impérial (27) (742-72-32). *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 15 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 16 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 17 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 18 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 19 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 20 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher; 21 h. : *Le Prince des ténèbres*, de T. Fisher.

# ÉCONOMIE

## LA PRÉPARATION

DANS UNE INTERVIEW A « PARIS-MATCH »  
**Je sais parfaitement que la lutte contre l'inflation s'accompagne d'impopularité**  
déclare M. Giscard d'Estaing

Dans une interview publiée par l'hebdomadaire « Paris-Match », numéro mis en vente lundi 20 septembre et daté 25 septembre, M. Valéry Giscard d'Estaing définit, en réponse à une question de Raymond Tournoux, son « dessin » politique.

« En formant le gouvernement, explique-t-il, je souhaitais deux choses : un gouvernement capable de conduire la lutte contre l'inflation, et un gouvernement uni. Après quelques semaines, le premier ministre a montré sa volonté, sa capacité de lutter contre l'inflation, et il n'y a plus aucune note discordante au gouvernement.

« Le premier des services à rendre à la France, c'est de lutter contre l'inflation. Du succès de cette lutte dépend la possibilité, pour la France, de basculer dans l'un ou l'autre des deux camps : celui du petit nombre des pays ayant réduit l'inflation et pris la tête du développement économique mondial; ou bien celui des pays — notamment de certains pays européens — qui s'enlisent dans les difficultés économiques et sociales.

« Je sais parfaitement que la lutte contre l'inflation s'accompagne d'impopularité. J'en ai prévu le premier ministre le jour de sa désignation. Nous envisageons très sérieusement, à l'automne, des sondages qui indiqueraient une baisse de notre popularité. Il ne faudrait pas s'en étonner. La très grande majorité des Français sont d'accord sur la nécessité de lutter contre l'inflation. La lutte contre l'inflation signifie évidemment un effort. Il ne serait pas réaliste de demander au malade d'avoir le goût du remède.

« Ce qui est important, c'est que le malade croie à l'efficacité du remède. Je puis vous assurer que les mesures choisies par le gouvernement seront raisonnables et efficaces. C'est au premier ministre d'expliquer lui-même un programme de lutte contre l'inflation. Mon rôle est de lui faire part de mes conseils, et, éventuellement, de mes critiques.

« Je considère que pour la majorité présidentielle, le fait d'avoir mené, avec courage et à son terme, la lutte contre l'inflation constituera un atout décisif pour le jour où les Français et les Français seront appelés à se prononcer sur le sérieux et la capacité d'une gestion. »

## LE P.C. : les salaires ne sont pour rien dans l'inflation. LA C.G.T., LA C.F.D.T. ET LA FEN PRÉPARENT UNE RIPOSTE COMMUNE

Le groupe communiste à l'Assemblée nationale s'est réuni le vendredi 17 septembre, au Palais-Bourbon.

À l'issue de cette réunion, M. Robert Ballanger, président du groupe, a notamment relevé « une volonté grandissante de la population de mettre en doute la politique d'austérité qu'on veut lui imposer » en trouvant aujourd'hui, après le pétrole, « un alibi supplémentaire dans la sécheresse », alors que « le pouvoir d'achat des Français n'a pas attendu les calamités naturelles pour se fonder » et que « ceux pour qui la sécheresse fut une bonne affaire ne seront pas déçus, à l'automne, par la sécheresse, à commencer par les trusts agro-alimentaires ».

Après avoir réaffirmé que « dans la France de 1976 les salaires ne sont pas responsables de l'inflation galopante », M. Ballanger a évoqué le remaniement ministériel pour dénoncer une nouvelle fois le « renforcement de l'autoritarisme » qui traduit, pour le député de la Seine-Saint-Denis, « le gouvernement responsable de son action devant l'Assemblée nationale » et « il doit se présenter devant elle dès sa formation pour exposer son programme au cours d'un débat suivi d'un vote ». « Le refus du gouvernement d'engager sa responsabilité sur son programme serait une violation grave des règles constitutionnelles », a ajouté M. Ballanger.

C'est également vendredi que les dirigeants de la C.G.T. et de la FEN, brulés depuis de longs mois en raison de leurs divergences sur les accords salariaux dans la fonction publique, se sont rencontrés au siège de la FEN.

M. André Henry, secrétaire général de la FEN, a déclaré : « Nous nous sommes mis d'accord pour rechercher les possibilités d'une action unie afin de faire avancer en commun la politique économique et sociale du gouvernement. »

## CONSUMMATION

**BILLET**

# Artifices...

Le Monde s'est-il rendu coupable d'un « artifice journalistique » en relatant, dans ses éditions du 18 septembre, un débat entre des représentants des P.M.E. et le secrétaire d'État à la consommation ? C'est du moins ce que Mme Scrivener a déclaré, vendredi 17 septembre, à l'Institut national de la consommation. De quel s'agit-il ? Nous avons écrit : « Est-ce pour calmer leurs inquiétudes (celles de certains chefs d'entreprises) que Mme Scrivener a annoncé que l'Institut national de la consommation deviendrait, à la fin de l'année, un centre technique sans esprit militant ? » Avons-nous vraiment « déformé » ses propos ? Voici le texte, tel qu'il fut enregistré sur magnétophone par les organisateurs : « De plus en plus, sous l'impulsion que je lui donnerai, l'Institut national de la consommation deviendra ce qu'on pourrait appeler un centre technique qui, lui, n'a pas d'esprit militant, au contraire d'une association de consommateurs, et qui devra de plus en plus développer ce rôle de centre technique. »

« Si l'on y a « artifice », on conviendrait qu'il est plus minuscule que journalistique.

Au demeurant, si l'Institut national de la consommation devait devenir de plus en plus...

On peut cependant regretter que ce guide ne soit pas seulement exceptionnel par sa qualité, mais aussi par son prix, 21 F pour cent pages, alors que les numéros ordinaires (cahier d'octobre compte soixante-deux pages) coûtent 4,50 F. Un tel écart pour le moins... artificiel.

J. D.

100-11-62-1520



**seraient supprimées**

**LA REGLEMENTATION SUR LE CHAUFFAGE.** — Il n'y a pas de date fixée pour le début de la période de chauffe, a-t-il rappelé le 17 septembre, M. Syrota, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, la seule réglementation concerne la température, qui ne doit pas dépasser 20 degrés. Cependant, un chauffage précoce pourrait avoir des répercussions en fin de saison puisque les livraisons de fuel domestique sont anticipées. En 1976, elles étaient limitées à 95 % de la consommation, à 97 %











## Quatre mois d'efforts ruinés en quelques secondes dans la province du Frioul

**Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 38 pays.**  
Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite.

**Vendredi 20 Sept. à 19 h.**  
Mabel Sheraton, 19, rue du Cdt-  
Mouchotte, 75014 Paris (métro  
Montparnasse). Rens. : G. Weyne,  
54-61-06 et 954-67-33.

A B C D , F G H |

(Lire aussi dans notre supplément  
« Le Monde aujourd'hui » l'article  
d'Olivier Renaudin sur l'autre forme  
de contestation à La Haye.)

Tsakladzador, en Arménie. Cette prise de contact lui fit faire d'un coup un grand pas en avant, car il n'est pas révélé. Selon Stern, il n'a pas eu de difficulté à approcher Belenko, qui avait été l'un des premiers pilotes soviétiques de Mig dont la défection pouvait être envisagée.

Belenko parlait bien l'anglais et il était attaché, en sa qualité de pilote expérimenté, au bureau central de production et de développement du Mig-25. Mais il avait des ennuis avec ses supérieurs armés et il avait eu de nombreux ennuis ont atteint leur point culminant peu avant sa défection : il fut réprimandé pour ses « extravagances luxueuses » et il fut même puni par la défection sur une base de Sibérie.

Belenko attendit alors l'occasion de faire défection. Elle survint alors qu'il commandait une patrouille de reconnaissance, sur quel que 180 kilomètres des côtes japonaises. Non seulement le ministère de la défense s'attendait à son arrivée, mais la C.I.A. avait affecté des spécialistes aux tours de garde des bases américaines nippones. Stern ajoute que Belenko a apporté des informations concernant les installations militaires chinoises.

« Selon le quotidien de Tokyo « Asahi » écrit que des experts américains vont participer au démontage du Mig.]

M. Cruz Martínez Estrella, ancien ministre de l'éducation, homme réputé « dur », et très lié à la haute finance traditionnelle.

Dans les milieux politiques de Madrid, on prévoit que le 17 septembre, que quatre des plus importantes banques du pays, dont deux sont aux mains de la haute finance d'Espagne, se verront mis à la disposition de ce groupe la somme de 3 millions de pesetas (près de 140 millions de francs) pour réaliser la vaste opération d'achat de la majorité du mouvement de la droite en vue des élections de l'année prochaine.

La tendance la plus à droite de la démocratie chrétienne, sous la direction de M. José María de la Haza, ancien ministre de l'Intérieur, vice-président du gouvernement, M. Alfonso Osorio, se prépare ainsi à remettre en question l'orientation de la démocratie chrétienne elle-même par l'intermédiaire du même groupe, et qui consiste à négocier avec les socialistes et, indirectement, avec les communistes une action commune en réponse au programme réformiste du gouvernement Suárez.

Le personnage-clé de cette opération de regroupement de la droite non franquiste serait M. Manuel Fraga Iribarne. Quant à Lord Rodon, qui est évidemment à la tête de l'opération, il a récemment déclaré qu'il

■ Le Fonds mondial a annoncé officiellement qu'il procèderait comme prévu à sa quarantième vente aux enchères d'art le 27 octobre prochain. Selon l'agence d'association Press, un porte-parole de cette institution aurait, après la publication d'une déclaration officielle, déclaré que la nouvelle adjudication pourrait, comme les précédentes, sur 300 000 onces d'or, soit environ 34 tonnes. En revanche, les modalités de l'opération seront annoncées ultérieurement.



*Dale Carnegie, fondateur*

# Sachez parler en public en 14 soirées

**E**XPRIMEZ VOS IDEES. Développez assurance et facilité de contacts.

Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 38 pays.

Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite

## Lundi 20 Sept. à 19 h.

Hôtel Sheraton, 19, rue du Col-Mouchotte, 75014 Paris (métro Montparnasse). Rens. : G. Weyne, 954-61.66 et 954.47.73

A B C D , F G H |